



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Fonds international de
développement agricole

unicef



Programme
Alimentaire
Mondial



Organisation
mondiale de la Santé



2020

RÉSUMÉ

L'ÉTAT DE
**LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET
DE LA NUTRITION
DANS LE MONDE**

**TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES
POUR UNE ALIMENTATION SAINTE ET ABORDABLE**



TABLE DES MATIÈRES

MESSAGES CLÉS

AVANT-PROPOS

PARTIE 1 LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE MONDE EN 2020

1.1 Progrès vers les objectifs de réduction de la faim et de l'insécurité alimentaire

- ▶ **FIGURE 1** Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a continué d'augmenter en 2019. Si les tendances récentes ne sont pas inversées, l'ODD 2.1 «Faim zéro» ne sera pas atteint
- ▶ **FIGURE 5** Si les tendances récentes persistent, la répartition de la faim dans le monde changera considérablement, faisant de l'Afrique la région où le nombre de personnes sous alimentées sera le plus élevé en 2030
- ▶ **FIGURE 7** L'insécurité alimentaire modérée ou grave touche un quart de la population mondiale et s'est aggravée ces six dernières années. Plus de la moitié de la population d'Afrique, près d'un tiers de la population d'Amérique latine et des Caraïbes et plus d'un cinquième en Asie sont en situation d'insécurité alimentaire

1.2 Progrès vers les objectifs nutritionnels mondiaux

- ▶ **FIGURE 10** Malgré quelques progrès accomplis pour la plupart des indicateurs, seul l'objectif de 2025 pour l'allaitement exclusif au sein est en voie d'être atteint. Il faut inverser les tendances relatives au surpoids des enfants et à l'obésité des adultes

1.3 La consommation alimentaire et la qualité du régime alimentaire, lien essentiel entre sécurité alimentaire et résultats nutritionnels

- ▶ **FIGURE 20** La proportion des différents groupes d'aliments disponibles pour la consommation humaine varie selon le niveau de revenu des pays: aperçu de 2017

1.4 Conclusions

4

7

11

11

12

14

15

17

19

21

22

PARTIE 2

TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES POUR OFFRIR À TOUS DES RÉGIMES ALIMENTAIRES SAINS ET ABORDABLES

23

2.1 Coût et accessibilité économique des régimes alimentaires sains dans le monde

23

- ▶ **TABLEAU 7** Le coût d'une alimentation saine est de 60 pour cent supérieur à celui d'une alimentation suffisante en nutriments, et près de cinq fois plus élevé que celui d'une alimentation suffisante en énergie en 2017
- ▶ **FIGURE 28** Une alimentation saine est inabordable pour les pauvres dans toutes les régions du monde en 2017

2.2 Les coûts sanitaires et environnementaux cachés de ce que nous mangeons

29

- ▶ **FIGURE 34** L'adoption de l'un des quatre régimes alimentaires sains permettrait de réduire considérablement les coûts sanitaires de l'alimentation d'ici à 2030
- ▶ **FIGURE 37** L'adoption de régimes alimentaires à base végétale permettrait de réduire le coût social des émissions de gaz à effet de serre de 41 à 74 pour cent en 2030

2.3 Qu'est-ce qui détermine le coût des aliments nutritifs?

34

- ▶ **FIGURE 39** Les politiques commerciales protectionnistes protègent et encouragent la production nationale d'aliments de base tels que le riz, mais souvent au détriment des aliments nutritifs dans les pays à faible revenu

2.4 Politiques propres à réduire le coût des aliments nutritifs et à garantir l'accessibilité économique des régimes alimentaires sains

39

- ▶ **FIGURE 41** Options propres à réduire le coût des aliments nutritifs et à rendre l'alimentation saine plus abordable grâce à des politiques complémentaires favorisant une alimentation saine

40

MESSAGES CLÉS

→ Les mises à jour réalisées pour de nombreux pays ont permis d'estimer la faim dans le monde avec une plus grande précision cette année. En particulier, les données nouvellement accessibles ont permis de revoir l'ensemble des estimations annuelles de la sous-alimentation en Chine en remontant jusqu'à 2000, ce qui a entraîné une importante révision à la baisse du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Néanmoins, la révision confirme la tendance signalée dans les éditions précédentes: le nombre de personnes touchées par la faim dans le monde est en lente augmentation depuis 2014.

→ On estime actuellement que près de 690 millions de personnes dans le monde ont faim, soit 8,9 pour cent de la population mondiale, ou 10 millions de personnes de plus en un an et près de 60 millions en cinq ans. Le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire grave, qui est une autre mesure permettant d'estimer l'incidence de la faim, montre également une tendance à la hausse. En 2019, près de 750 millions de personnes, soit près d'une personne sur dix dans le monde, étaient exposées à l'insécurité alimentaire grave.

→ Si l'on considère l'ensemble des personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, on estime que 2 milliards de personnes dans le monde n'avaient pas régulièrement accès à une alimentation sûre, nutritive et suffisante en 2019.

→ Le monde n'est pas en voie d'atteindre l'objectif «Faim zéro» d'ici à 2030. Si les tendances récentes se poursuivent, le nombre de personnes touchées par la faim dépassera les 840 millions d'ici à 2030.

→ Une estimation préliminaire donne à penser que la pandémie de covid-19 pourrait ajouter, en fonction du scénario de croissance économique, entre 83 et 132 millions de personnes au nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde en 2020.

→ À l'échelle mondiale, le fardeau de la malnutrition sous toutes ses formes reste un défi. Selon les estimations actuelles, en 2019, 21,3 pour cent (144 millions) des enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance, 6,9 pour cent (47 millions) d'émaciation et 5,6 pour cent (38,3 millions) de surpoids.

→ Le monde progresse, mais n'est pas en voie d'atteindre les objectifs de 2025 et 2030 pour ce qui est du retard de croissance des enfants et de l'insuffisance pondérale à la naissance, et pour l'allaitement exclusif au sein, seul l'objectif de 2025 est en voie d'être atteint. La prévalence de l'émaciation est nettement supérieure aux cibles fixées. La plupart des régions ne sont pas en voie d'atteindre les objectifs en ce qui concerne le surpoids chez l'enfant. L'obésité des adultes est en hausse dans toutes les régions. Pour inverser ces tendances à la hausse, une action urgente s'impose.

→ La situation nutritionnelle des groupes de population les plus vulnérables risque de se détériorer davantage en raison des effets sanitaires et socioéconomiques de la covid-19.

→ L'insécurité alimentaire peut se traduire par une détérioration de la qualité du régime alimentaire et, par conséquent, accroître le risque de diverses formes de malnutrition, ce qui peut entraîner dénutrition ou surpoids et obésité.

→ Les pays à faible revenu consomment davantage d'aliments de base et moins de fruits, de légumes et d'aliments d'origine animale que les pays à revenu élevé. Seuls les pays d'Asie et, dans le monde, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure disposent de suffisamment de fruits et légumes pour la consommation humaine pour pouvoir respecter la recommandation faite par la FAO et l'OMS de consommer un minimum de 400 g/personne/jour.

→ Si nous restons confrontés à d'importants défis en ce qui concerne l'accès à la nourriture, les défis sont encore plus grands en ce qui concerne l'accès à une alimentation saine.

→ Une alimentation saine est inabordable pour de nombreuses personnes, en particulier pour les pauvres, quelle que soit la région du monde. L'estimation la plus prudente montre qu'elle est inabordable pour plus de 3 milliards de personnes dans le monde. On estime qu'un régime alimentaire sain est, en moyenne, cinq fois plus cher qu'un régime à base de féculents qui ne répond qu'aux besoins énergétiques alimentaires.

- Le coût d'une alimentation saine dépasse le seuil de pauvreté internationale (établi à 1,90 USD à parité de pouvoir d'achat (PPA) par personne et par jour), ce qui le rend inabordable pour les pauvres. Ce coût dépasse également celui des dépenses alimentaires moyennes dans la plupart des pays du Sud: en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, au moins 57 pour cent de la population ne peut se permettre une alimentation saine.
- Tous les régimes alimentaires ont des coûts cachés, qu'il faut comprendre pour trouver les compromis et les synergies possibles avec les autres objectifs de développement durable (ODD). Deux des coûts cachés les plus critiques concernent les conséquences sanitaires (ODD 3) et climatiques (ODD 13) de nos choix alimentaires et des systèmes qui les sous-tendent.
- Avec les modes de consommation alimentaire actuels, on prévoit que les coûts sanitaires de l'alimentation, en termes de mortalité et de maladies non transmissibles, devraient dépasser 1 300 milliards d'USD par an d'ici à 2030. D'autre part, on estime que le coût social des émissions de gaz à effet de serre lié à l'alimentation et associé aux habitudes alimentaires actuelles dépassera 1 700 milliards d'USD par an d'ici à 2030.
- Le passage à une alimentation saine peut aider à réduire, d'ici à 2030, les coûts liés à la santé et au changement climatique, car les coûts cachés de cette alimentation sont inférieurs à ceux des modes de consommation actuels. L'adoption d'une telle alimentation devrait entraîner, d'ici à 2030, une réduction allant jusqu'à 97 pour cent des coûts directs

et indirects liés à la santé et 41 à 74 pour cent du coût social des émissions de gaz à effet de serre.

- Cela dit, tous les régimes alimentaires sains ne sont pas durables et tous les régimes conçus pour être durables ne sont pas toujours sains. Cette nuance importante n'est pas bien comprise et est absente des discussions et des débats en cours sur la contribution potentielle de régimes alimentaires sains à la viabilité écologique.
- Pour que les régimes alimentaires sains soient plus abordables, il faut que le coût des aliments nutritifs baisse. Les facteurs de coût de ces régimes sont observables tout au long de la filière alimentaire, dans l'environnement alimentaire et dans l'économie politique qui façonne les échanges, la dépense publique et l'investissement. Pour s'attaquer à ces facteurs, il faudra transformer en profondeur les systèmes alimentaires, au cas par cas et en recherchant des équilibres et des synergies qui différeront selon les pays.
- Il faudra que les pays rééquilibrent, tout au long de la filière alimentaire, les politiques agricoles et les incitations en faveur d'investissements et d'actions davantage axés sur la nutrition, pour réduire les pertes de denrées et améliorer l'efficacité à tous les stades. Il leur faudra également mettre en place des politiques de protection sociale axées sur la nutrition s'ils veulent accroître le pouvoir d'achat des populations les plus vulnérables et leur possibilité financière d'accès à des régimes alimentaires sains. Seront également nécessaires des politiques qui, d'une manière plus générale, encouragent les changements de comportement en faveur d'une alimentation saine.

AVANT-PROPOS

Cinq ans après que le monde s'est engagé à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition, nous ne sommes toujours pas en voie d'atteindre cet objectif d'ici à 2030. Les données nous indiquent que le monde ne progresse ni vers l'accès de tous les habitants de la planète à une alimentation sûre, nutritive et suffisante tout au long de l'année (cible 2.1 de l'ODD 2), ni vers l'élimination de toutes les formes de malnutrition (cibles 2.2 de l'ODD 2).

Les menaces qui pèsent sur le progrès sont nombreuses. Les éditions 2017 et 2018 du présent rapport ont montré que les conflits ainsi que la variabilité et les extrêmes climatiques sapent l'action menée pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. En 2019, le rapport a montré que les ralentissements et les fléchissements économiques sapent également ces efforts. En 2020, la pandémie de covid-19, ainsi que les invasions de criquets pèlerins d'une ampleur sans précédent en Afrique de l'Est, obscurcissent les perspectives économiques d'une manière que personne n'aurait pu prévoir, et la situation risque de s'aggraver si nous n'agissons pas de toute urgence et ne prenons pas des mesures sans précédent.

L'estimation la plus récente pour 2019 montre que, avant la pandémie de covid-19, près de 690 millions de personnes (soit 8,9 pour cent de la population mondiale) étaient sous-alimentées. Cette estimation se fonde sur de nouvelles données relatives à la population et à l'approvisionnement alimentaire et, plus important encore, sur de nouvelles données tirées d'enquêtes qui, menées auprès des ménages, sont à l'origine d'une révision des inégalités de consommation pour 13 pays, dont la Chine. Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a été sensiblement revu à la baisse suite à la révision de l'estimation de la sous-alimentation en Chine, en remontant jusqu'à l'année 2000. Cela s'explique par le fait que la Chine compte un cinquième de la population mondiale. Malgré cela, la tendance signalée dans les éditions précédentes du présent rapport se maintient: depuis 2014, le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde est en lente augmentation. La nouvelle estimation pour 2019 a révélé que 60 millions de personnes supplémentaires ont été touchées par la faim depuis 2014. Si cette tendance se poursuit, le nombre de personnes sous-alimentées dépassera les 840 millions d'ici à 2030. Par conséquent, le monde n'est pas en voie d'atteindre l'objectif «Faim Zéro», même si l'on ne tient pas compte des effets négatifs que la pandémie de covid-19 aura probablement sur la faim. Les projections préliminaires basées sur les dernières perspectives économiques mondiales disponibles, également exposées dans le présent rapport, donnent à penser que la pandémie de covid-19 pourrait, en 2020, ajouter 83 à 132 millions de personnes sous-alimentées aux rangs de celles qui le sont déjà.

Au-delà de la faim, un nombre croissant de personnes ont dû réduire la quantité et la qualité des aliments qu'elles consomment. En 2019, deux milliards de personnes, soit 25,9 pour cent de la population mondiale, ont souffert de la faim ou n'ont pas eu régulièrement accès à une alimentation nutritive et suffisante. Cette situation pourrait se détériorer si nous n'agissons pas immédiatement et avec audace.

Ces tendances de l'insécurité alimentaire contribuent à accroître le risque de malnutrition infantile, l'insécurité alimentaire affectant la qualité de l'alimentation, y compris celle des enfants et des femmes, et la santé des personnes de différentes manières. Par conséquent, aussi douloureux que puisse être ce constat, il n'est pas surprenant que le fardeau de la malnutrition infantile reste une menace dans le monde: en 2019, on estimait que 21,3 pour cent (144 millions) des enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance, 6,9 pour cent (47 millions) d'émaciation et 5,6 pour cent (38,3 millions) de surpoids, tandis qu'au moins 340 millions d'enfants souffraient de carences en micronutriments. La bonne nouvelle est que, entre 2000 et 2019, la prévalence mondiale du retard de croissance chez les enfants a diminué d'un tiers. Cependant, le monde n'est pas en voie d'atteindre, d'ici à 2030, les objectifs mondiaux fixés en matière de nutrition, notamment ceux qui concernent le retard de croissance, l'émaciation et le surpoids des enfants. En outre, l'obésité des adultes est en hausse dans toutes les régions. Les projections pour 2030, même si l'on ne tient pas compte d'une éventuelle récession mondiale, constituent un avertissement supplémentaire que le niveau d'effort actuel ne suffira pas à mettre fin à la malnutrition au cours de la prochaine décennie.

Nous pouvons encore y parvenir, mais seulement en garantissant à tous l'accès non seulement à la nourriture, mais aussi à des aliments nutritifs qui constituent un régime alimentaire sain. Avec le présent rapport, les cinq institutions envoient un message fort: la raison principale pour laquelle des millions de personnes dans le monde souffrent de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition est qu'elles n'ont pas les moyens financiers de se procurer une alimentation saine. Les régimes alimentaires sains qui sont coûteux et inabordables sont associés à une insécurité alimentaire croissante et à toutes les formes de malnutrition, y compris le retard de croissance, l'émaciation, le surpoids et l'obésité. Les perturbations de l'approvisionnement en aliments et le manque de revenus dus à la perte de moyens de subsistance et d'envois de fonds résultant de la pandémie de covid-19 font que, dans le monde entier, les ménages font face à des difficultés accrues pour accéder à des aliments nutritifs. Ces problèmes ne font, en outre, que rendre encore plus difficile l'accès des populations pauvres et vulnérables à des régimes alimentaires sains.

Il est inacceptable, dans un monde qui produit suffisamment de nourriture pour nourrir toute sa population, que plus de 1,5 milliard de personnes ne puissent pas se permettre un régime alimentaire conforme aux niveaux requis de nutriments essentiels et que plus de 3 milliards de personnes ne puissent même pas se permettre le régime alimentaire sain le moins cher. Les personnes qui n'ont pas accès à une alimentation saine vivent dans toutes les régions du monde; nous sommes donc confrontés à un problème mondial qui nous concerne tous.

Les modes actuels de consommation alimentaire génèrent également ce que le rapport de cette année appelle des «coûts cachés» liés à la santé (ODD 3) et au changement climatique (ODD 13). Si les modes de consommation alimentaire actuels se poursuivent, on prévoit que les coûts liés à la santé, à la mortalité et aux maladies non transmissibles découlant de l'alimentation dépasseront 1 300 milliards d'USD par an d'ici à 2030. Le coût social des émissions de gaz à effet de serre lié à l'alimentation et associé aux habitudes alimentaires actuelles devraient dépasser les 1 700 milliards d'USD par an d'ici à 2030. Ces coûts cachés sont en fait largement sous-estimés. Les coûts environnementaux ne tiennent pas compte des autres effets négatifs sur l'environnement, et les coûts liés à la santé, du fait du manque de données, ne tiennent pas compte des effets négatifs de la dénutrition. À la lumière de ces éléments, il est clair que l'adoption de régimes alimentaires sains intégrant des considérations de durabilité peut permettre de réduire considérablement ces coûts cachés, générant d'importantes synergies avec d'autres ODD.

Il faut nous pencher sur l'ensemble du système alimentaire pour nous attaquer aux facteurs qui font augmenter le coût des aliments nutritifs. Cela signifie qu'il faut aider les producteurs d'aliments – en particulier les petits producteurs – à acheminer des aliments nutritifs vers les marchés pour un faible coût, s'assurer que les gens ont accès à ces marchés et faire en sorte que les chaînes d'approvisionnement alimentaire fonctionnent pour les personnes vulnérables – des petits producteurs aux milliards de consommateurs dont les revenus sont tout simplement insuffisants pour se payer une alimentation saine.

Il nous faut, cela est donc clair, relever le défi qui consiste à transformer les systèmes alimentaires pour faire en sorte que personne ne soit contraint, à cause du prix élevé des aliments nutritifs ou de revenus insuffisants, de renoncer à une alimentation saine, tout en veillant à ce que la production et la consommation d'aliments favorisent la durabilité du point de vue de l'environnement. Il n'existe pas, cependant, de solution unique pour tous les pays; il faudra que les décideurs évaluent les obstacles propres au contexte, gèrent les compromis et maximisent les synergies – notamment les gains environnementaux potentiels – pour réaliser les transformations nécessaires.

Nous sommes persuadés que les recommandations du présent rapport, une fois adaptées au contexte de chaque pays, aideront les gouvernements à réduire le coût des aliments nutritifs, à mettre à la portée de tous des régimes alimentaires sains et à permettre aux personnes vulnérables qui travaillent dans les systèmes alimentaires d'en tirer des revenus décents qui renforcent leur propre sécurité alimentaire. On commencera ainsi à transformer les systèmes existants pour les rendre résilients et durables. L'action à mener devrait consister, en premier lieu, à rééquilibrer les politiques agricoles et à prendre des mesures d'incitation en faveur d'investissements davantage axés sur la nutrition, ainsi qu'à agir tout au long des chaînes d'approvisionnement alimentaire en mettant l'accent sur les aliments nutritifs pour favoriser une alimentation saine afin de réduire les pertes de nourriture, de créer des opportunités pour les petits producteurs vulnérables et les autres travailleurs de l'alimentaire, et d'améliorer l'efficacité globale. Des politiques de protection sociale axées sur la nutrition seront également essentielles pour accroître le pouvoir d'achat et l'accessibilité financière des

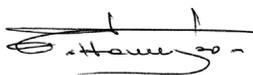
régimes alimentaires sains pour les populations les plus vulnérables. Un environnement propice devrait également être favorisé par des politiques qui, plus généralement, améliorent la qualité nutritionnelle des aliments produits et disponibles sur le marché, soutiennent la mise sur le marché d'aliments diversifiés et nutritifs, et procurent l'éducation et l'information requises pour favoriser un changement de comportement des individus et de la société au profit d'une alimentation saine.

Ces recommandations sont conformes à celles, essentielles, de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). Nous pensons que l'analyse menée et les recommandations émises dans le présent rapport aideront également à établir l'ordre du jour du premier Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui se tiendra en 2021 avec pour objectif principal d'aider les parties prenantes à mieux comprendre et à mieux gérer les choix complexes qui affectent l'avenir des systèmes alimentaires et leur nécessaire transformation pour accélérer considérablement les progrès vers la réalisation des ODD d'ici à 2030.

Nos institutions sont fermement résolues à œuvrer pour un changement qui mette les régimes alimentaires sains à la portée de tous et contribue à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de toutes les formes de malnutrition chez les enfants et les adultes. Nous nous employons à faire en sorte que ce changement soit durable, pour les personnes et la planète, et crée des synergies qui stimulent les progrès vers d'autres ODD.



Qu Dongyu
 Directeur général de la FAO



Gilbert F. Houngbo
 Président du FIDA



Henrietta H. Fore
 Directrice générale de l'UNICEF



David Beasley
 Directeur exécutif du PAM



Tedros Adhanom Ghebreyesus
 Directeur général de l'OMS

PARTIE 1

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE MONDE EN 2020

Cinq ans après le lancement du Programme 2030, il est temps d'évaluer les progrès accomplis et de se demander si la poursuite des efforts déployés à ce jour permettra aux pays d'atteindre les cibles de l'ODD 2. C'est pourquoi le rapport de cette année complète l'évaluation qui est faite habituellement de l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde par des projections de ce à quoi le monde pourrait ressembler en 2030 si les tendances de la dernière décennie se poursuivent. On notera qu'alors que la pandémie de covid-19 continue d'évoluer, ce rapport tente de prévoir certains de ses effets sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Cependant, étant donné que l'ampleur des ravages causés par la covid-19 est encore largement inconnue, il importe de reconnaître qu'à ce stade, toute évaluation présente un haut degré d'incertitude et doit être interprétée avec prudence.

1.1 PROGRÈS VERS LES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DE LA FAIM ET DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

MESSAGES CLES

→ Les mises à jour réalisées pour de nombreux pays ont permis d'estimer la faim dans le monde avec une plus grande précision cette année. En particulier, les données nouvellement accessibles ont permis de revoir l'ensemble des estimations annuelles de la sous-alimentation en Chine en remontant jusqu'à 2000, ce qui a entraîné une

importante révision à la baisse du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Néanmoins, la révision confirme la tendance signalée dans les éditions précédentes du présent rapport: le nombre de personnes touchées par la faim dans le monde est en lente augmentation depuis 2014.

→ On estime actuellement que près de 690 millions de personnes dans le monde ont faim, soit 8,9 pour cent de la population mondiale, ou 10 millions de personnes de plus en un an et près de 60 millions en cinq ans.

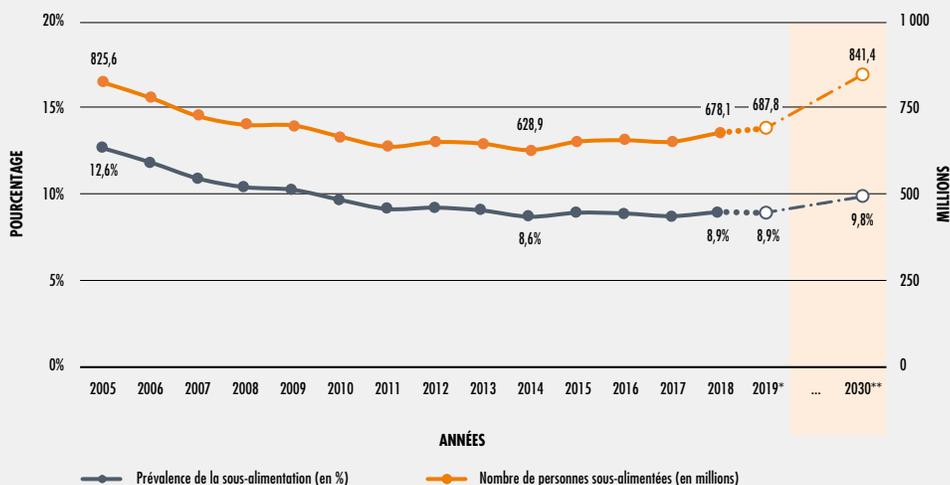
→ Malgré la réévaluation de l'ampleur de la faim en Chine, la majorité des personnes sous-alimentées dans le monde, soit 381 millions, se trouvent encore en Asie. Plus de 250 millions vivent en Afrique, où le nombre de personnes sous-alimentées augmente plus rapidement que dans toute autre région du monde.

→ Le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire grave, qui est une autre mesure permettant d'estimer l'incidence de la faim, montre également une tendance à la hausse. En 2019, près de 750 millions de personnes, soit près d'une personne sur dix dans le monde, étaient exposées à l'insécurité alimentaire grave.

→ Si l'on considère l'ensemble des personnes touchées par l'insécurité alimentaire modérée ou grave, on estime que 2 milliards de personnes dans le monde n'avaient pas régulièrement accès à une alimentation sûre, nutritive et suffisante en 2019.

→ Le monde n'est pas en voie d'atteindre l'objectif «Faim zéro» d'ici à 2030. Si les tendances récentes se poursuivent, le nombre de personnes touchées par la faim dépassera les 840 millions d'ici à 2030, soit 9,8 pour cent de la population.

FIGURE 1 LE NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES DANS LE MONDE A CONTINUÉ D'AUGMENTER EN 2019. SI LES TENDANCES RÉCENTES NE SONT PAS INVERSÉES, L'ODD 2.1 «FAIM ZÉRO» NE SERA PAS ATTEINT



NOTES: Les valeurs projetées dans la figure sont illustrées par des lignes pointillées et des cercles vides. La zone ombrée représente les projections à plus long terme de 2019 à l'année cible 2030. L'ensemble de la série a été soigneusement révisé pour refléter les nouvelles informations disponibles depuis la publication de la dernière édition du rapport; il remplace toutes les séries publiées précédemment. * Voir l'encadré 2 du rapport pour une description de la méthode de projection. ** Les projections jusqu'en 2030 ne tiennent pas compte de l'impact potentiel de la pandémie de covid-19.
SOURCE: FAO.

→ Une évaluation préliminaire donne à penser que la pandémie de covid-19 pourrait ajouter entre 83 et 132 millions de personnes au nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde en 2020. La reprise attendue en 2021 ferait baisser le nombre de personnes sous-alimentées, mais celui-ci resterait supérieur à ce qui était prévu dans un scénario sans pandémie.

Indicateur 2.1.1 des ODD Prévalence de la sous-alimentation

Les trois dernières éditions du présent rapport ont déjà démontré que le déclin de la faim dans le monde sur plusieurs décennies,

mesuré par la prévalence de la sous-alimentation, a malheureusement pris fin. Des preuves supplémentaires et plusieurs mises à jour de données importantes, y compris une révision de l'ensemble des séries de prévalence de la sous-alimentation pour la Chine en remontant jusqu'à 2000, montrent que près de 690 millions de personnes dans le monde (8,9 pour cent de la population mondiale) sont estimées avoir été sous-alimentées en 2019 (figure 1). La révision opérée à la lumière des nouvelles données, qui entraîne une baisse parallèle de toutes les séries de prévalence mondiales, confirme la conclusion des éditions précédentes du

présent rapport: le nombre de personnes touchées par la faim dans le monde continue d'augmenter lentement. Cette tendance a débuté en 2014 et se poursuit en 2019. Il y a près de 60 millions de personnes sous-alimentées de plus aujourd'hui qu'en 2014, lorsque la prévalence était de 8,6 pour cent, soit 10 millions de personnes de plus entre 2018 et 2019.

Les raisons de l'augmentation observée ces dernières années sont multiples. Une grande partie de l'augmentation récente de l'insécurité alimentaire peut être attribuée au nombre accru de conflits, souvent exacerbés par des chocs liés au climat. Même dans certains endroits épargnés par les conflits, la sécurité alimentaire s'est détériorée, car les ralentissements économiques remettent en cause l'accès des pauvres à la nourriture.

Les éléments dont on dispose révèlent également que le monde n'est pas en voie d'atteindre l'ODD 2.1 «Faim Zéro» d'ici à 2030. Les projections combinées des tendances récentes de la taille et de la composition de la population, des disponibilités alimentaires totales et du degré d'inégalité dans l'accès à la nourriture laissent envisager une augmentation de la prévalence de la sous-alimentation d'un point de pourcentage. En conséquence, le *nombre* global de personnes sous-alimentées dépasserait, en 2030, les 840 millions.

La prévalence de la sous-alimentation en Afrique était, en 2019, de 19,1 pour cent de la population, soit plus de 250 millions de personnes sous-alimentées, contre 17,6 pour cent en 2014. Cette prévalence est plus de deux fois supérieure à la moyenne mondiale (8,9 pour cent) et est la plus élevée de toutes les régions.

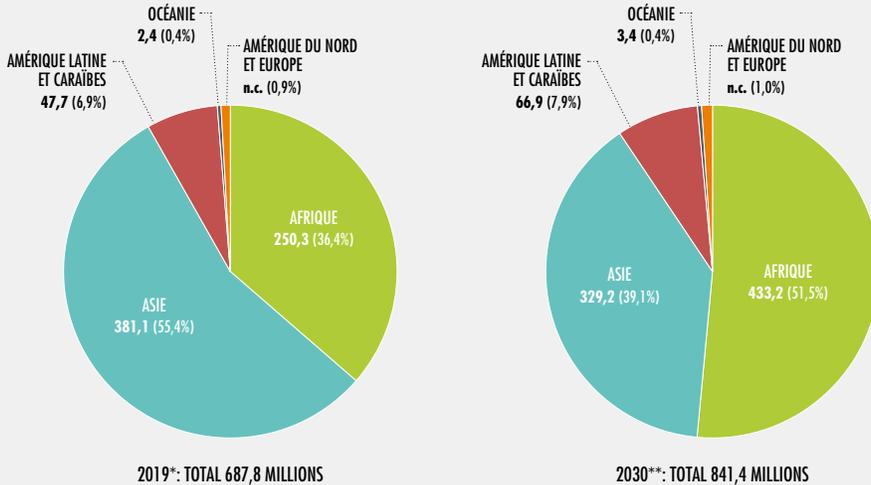
L'Asie abrite plus de la moitié des personnes sous-alimentées dans le monde, soit environ 381 millions de personnes en 2019. Pourtant, le taux de prévalence de la sous-alimentation dans la région est de 8,3 pour cent, soit moins que la moyenne mondiale (8,9 pour cent) et moins de la moitié de celle de l'Afrique. L'Asie a enregistré, ces dernières années, des progrès dans la réduction du nombre de personnes souffrant de la faim, avec une baisse de 8 millions depuis 2015.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le taux de prévalence de la sous-alimentation était de 7,4 pour cent en 2019, en dessous du taux mondial de 8,9 pour cent, ce qui se traduit quand même par près de 48 millions de personnes sous-alimentées. La région a connu, ces dernières années, une augmentation de la faim, le nombre de personnes sous-alimentées ayant augmenté de 9 millions entre 2015 et 2019.

En ce qui concerne les perspectives pour 2030, l'Afrique est très loin d'atteindre l'objectif «Faim Zéro» en 2030. Si les taux d'augmentation récents persistent, la prévalence de la sous-alimentation passera de 19,1 à 25,7 pour cent. L'Amérique latine et les Caraïbes sont également en retard, bien qu'à un niveau beaucoup plus faible. En raison, principalement, de la détérioration de la situation survenue ces dernières années, la tendance fera passer la prévalence de la sous-alimentation de 7,4 pour cent en 2019 à 9,5 pour cent en 2030. L'Asie, tout en progressant, n'atteindra pas non plus l'objectif fixé pour 2030 si l'on se fie aux tendances récentes.

Dans l'ensemble, et sans prendre en compte les effets de la pandémie de covid-19, les tendances prévues de la sous-alimentation modifieraient considérablement la

FIGURE 5 SI LES TENDANCES RÉCENTES PERSISTENT, LA RÉPARTITION DE LA FAIM DANS LE MONDE CHANGERA CONSIDÉRABLEMENT, FAISANT DE L'AFRIQUE LA RÉGION OÙ LE NOMBRE DE PERSONNES SOUS ALIMENTÉES SERA LE PLUS ÉLEVÉ EN 2030



NOTES: Nombre de personnes sous-alimentées, en millions.* Valeurs projetées.** Les projections à l'horizon 2030 ne prennent pas en compte l'impact possible de la pandémie de covid-19. n.c. = non communiqué, car la prévalence est inférieure à 2,5 pour cent.

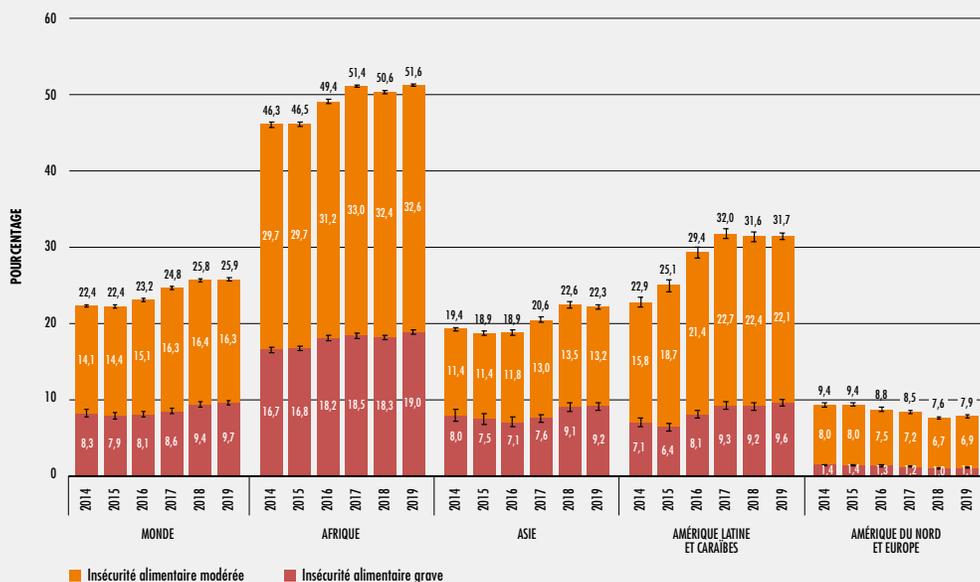
SOURCE: FAO.

répartition géographique de la faim dans le monde (figure 5, graphique de droite). Alors que l'Asie abriterait encore près de 330 millions de personnes souffrant de la faim en 2030, sa part de la faim dans le monde diminuerait considérablement. L'Afrique dépasserait l'Asie pour devenir la région comptant le plus grand nombre de personnes sous-alimentées, soit 51,5 pour cent du total.

Au moment de la rédaction du présent document, la pandémie de covid-19 se propageait dans le monde entier, ce qui constituait clairement une menace sérieuse

pour la sécurité alimentaire. Les évaluations préliminaires réalisées sur la base des dernières perspectives économiques mondiales disponibles donnent à penser que la pandémie pourrait ajouter entre 83 à 132 millions de personnes au nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde en 2020 en fonction du scénario de croissance économique (pertes de 4,9 à 10 points de pourcentage de la croissance du PIB mondial). La reprise attendue en 2021 ferait baisser le nombre de personnes sous-alimentées, qui resterait cependant supérieur à ce qui était prévu dans un scénario sans pandémie. Il importe de

FIGURE 7 L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE MODÉRÉE OU GRAVE TOUCHE UN QUART DE LA POPULATION MONDIALE ET S'EST AGGRAVÉE CES SIX DERNIÈRES ANNÉES. PLUS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION D'AFRIQUE, PRÈS D'UN TIERS DE LA POPULATION D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES ET PLUS D'UN CINQUIÈME EN ASIE SONT EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



NOTES: Les différences qui apparaissent dans le total sont dues à l'arrondissement des chiffres à la décimale la plus proche.
SOURCE: FAO.

reconnaître, à ce stade, que toute évaluation présente un haut degré d'incertitude et doit être interprétée avec prudence.

Indicateur 2.1.2 des ODD Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue

Selon les dernières estimations, en 2019, 9,7 pour cent de la population mondiale (un peu moins de 750 millions de

personnes) était exposée à des niveaux **graves** d'insécurité alimentaire. Dans toutes les régions du monde, sauf en Amérique du Nord et en Europe, la prévalence de l'insécurité alimentaire grave a augmenté de 2014 à 2019. Cela correspond également aux tendances récentes de la prévalence de la sous-alimentation dans le monde et les différentes régions, à l'exception partielle de l'Asie (figure 7).

Si le nombre de 746 millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire grave est extrêmement préoccupant, 16 pour cent supplémentaires de la population mondiale, soit plus de 1,25 milliard de personnes, ont connu une insécurité alimentaire modérée. Les personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire modérée n'ont pas régulièrement accès à une nourriture nutritive et suffisante, même si elles ne souffrent pas nécessairement de la faim.

En 2019, la prévalence des niveaux modérés et graves d'insécurité alimentaire (indicateur 2.1.2 des ODD) est estimée à 25,9 pour cent pour l'ensemble du monde. Cela se traduit par un total de 2 milliards de personnes. Depuis 2014, l'insécurité alimentaire totale (modérée ou grave) augmente constamment dans le monde, principalement en raison de l'augmentation de l'insécurité alimentaire modérée.

C'est en Afrique que la situation d'insécurité alimentaire est la plus grave, mais c'est en Amérique latine et dans les Caraïbes que l'insécurité alimentaire augmente le plus rapidement: de 22,9 pour cent en 2014 à 31,7 pour cent en 2019, en raison d'une forte hausse en Amérique du Sud.

En ce qui concerne la répartition de l'insécurité alimentaire (modérée ou grave) dans le monde, sur les 2 milliards de personnes qui en souffrent, 1,03 milliard se trouvent en Asie, 675 millions en Afrique, 205 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes, 88 millions en Amérique du Nord et en Europe et 5,9 millions en Océanie.

Dans le monde, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave, et grave seulement, est plus élevée chez les femmes que chez les hommes. L'écart entre les sexes

pour ce qui est de l'accès à la nourriture a augmenté de 2018 à 2019, en particulier au niveau modéré ou grave. ■

1.2 PROGRÈS VERS LES OBJECTIFS NUTRITIONNELS MONDIAUX

MESSAGES CLES

→ À l'échelle mondiale, le fardeau de la malnutrition sous toutes ses formes reste un défi. Selon les estimations, en 2019, 21,3 pour cent (144 millions) des enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance, 6,9 pour cent (47 millions) d'émaciation et 5,6 pour cent (38,3 millions) de surpoids.

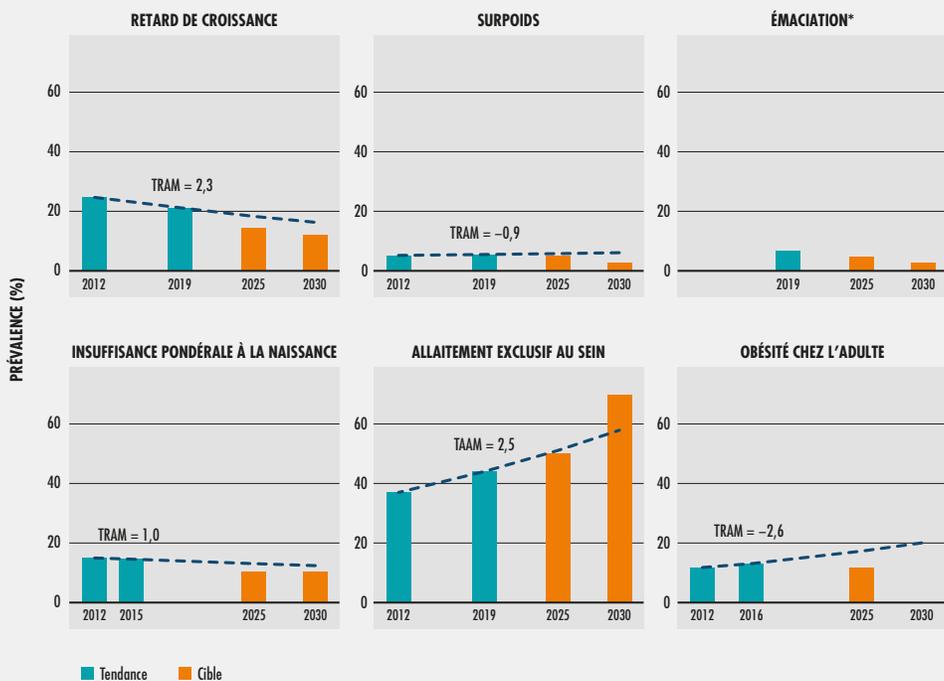
→ Le monde progresse, mais n'est pas en voie d'atteindre les objectifs de 2025 et 2030 pour ce qui est du retard de croissance des enfants et de l'insuffisance pondérale à la naissance, et pour l'allaitement exclusif au sein, seul l'objectif de 2025 est en voie d'être atteint. La prévalence de l'émaciation est nettement supérieure aux cibles fixées.

→ L'Asie centrale, l'Asie de l'Est et les Caraïbes affichent les taux les plus élevés de réduction de la prévalence du retard de croissance et sont les seules sous-régions en voie d'atteindre les objectifs de 2025 et 2030 en la matière.

→ La plupart des régions ne sont pas en voie d'atteindre les objectifs en ce qui concerne le surpoids chez l'enfant. L'obésité des adultes est en hausse dans toutes les régions.

Dans le monde, la prévalence du retard de croissance chez les enfants était en 2019 de 21,3 pour cent, soit 144 millions d'enfants. Bien qu'il y ait eu quelques progrès, les taux de réduction de ce retard sont bien inférieurs à ce qu'il faudrait pour atteindre l'objectif de l'Assemblée mondiale de la Santé pour 2025 et les ODD pour 2030. Si les

FIGURE 10 MALGRÉ QUELQUES PROGRÈS ACCOMPLIS POUR LA PLUPART DES INDICATEURS, SEUL L'OBJECTIF DE 2025 POUR L'ALLAITEMENT EXCLUSIF AU SEIN EST EN VOIE D'ÊTRE ATTEINT. IL FAUT INVERSER LES TENDANCES RELATIVES AU SURPOIDS DES ENFANTS ET À L'OBÉSITÉ DES ADULTES



NOTES: * L'émaciation est une affection aiguë qui peut évoluer fréquemment et rapidement au cours d'une année calendaire, ce qui fait qu'il est difficile de dégager des projections dans le temps à l'aide des données disponibles. Le taux de réduction annuel moyen (TRAM) et le taux d'augmentation annuel moyen (TAAM) sont calculés en utilisant toutes les données à partir de 2008 pour le retard de croissance, le surpoids et l'insuffisance pondérale à la naissance (période récente), et à partir de 2012 (base de référence) pour les autres indicateurs.

SOURCES: UNICEF, OMS et Banque mondiale. 2020. *UNICEF-WHO-World Bank: Joint child malnutrition estimates - levels and trends in child malnutrition: key findings of the 2020 edition* [en ligne]. data.unicef.org/resources/jme, www.who.int/nutgrowthdb/estimates, data.worldbank.org/child-malnutrition; NCD Risk Factor Collaboration (NCD-RisC). 2017. Worldwide trends in body-mass index, underweight, overweight, and obesity from 1975 to 2016: a pooled analysis of 2416 population-based measurement studies in 128.9 million children, adolescents, and adults. *The Lancet*, 390(10113): 2627–2642; UNICEF et OMS. 2019. *UNICEF-WHO Joint Low Birthweight Estimates* [en ligne]. [Consulté le 28 avril 2020.] www.unicef.org/reports/UNICEF-WHO-low-birthweight-estimates-2019; www.who.int/nutrition/publications/UNICEF-WHO-lowbirthweight-estimates-2019; UNICEF. 2020. UNICEF Global Database on Infant and Young Child Feeding. In: *UNICEF* [en ligne]. États-Unis d'Amérique, New York. [Consulté le 28 avril 2020.] data.unicef.org/topic/nutrition/infant-and-young-child-feeding

tendances récentes se poursuivent, ces objectifs ne seront atteints qu'en 2035 et 2043, respectivement (figure 10).

En 2019, plus de neuf enfants présentant un retard de croissance sur dix vivaient en Afrique ou en Asie, ce qui représente respectivement 40 et 54 pour cent des enfants qui connaissent un retard de ce type dans le monde. Entre 2012 et 2019, la plupart des régions ont progressé dans la réduction de ce retard, mais pas au rythme requis pour atteindre les objectifs de 2025 et 2030. Dans le monde, les estimations de ce retard varient en fonction des revenus. Les enfants du quintile de ressources le plus pauvre ont une prévalence du retard de croissance qui est plus du double de celle des enfants du quintile le plus riche.

La prévalence mondiale du surpoids chez les enfants de moins de 5 ans ne s'est pas améliorée, passant de 5,3 pour cent en 2012 à 5,6 pour cent, soit 38,3 millions d'enfants, en 2019. Parmi eux, 24 pour cent vivent en Afrique et 45 pour cent en Asie. L'Australie et la Nouvelle-Zélande constituent la seule sous-région où la prévalence est très élevée (20,7 pour cent). L'Afrique australe (12,7 pour cent) et l'Afrique du Nord (11,3 pour cent) ont des prévalences jugées élevées.

En 2019, dans le monde, 6,9 pour cent des enfants de moins de 5 ans (47 millions) étaient atteints d'émaciation, chiffre nettement supérieur aux objectifs de 2025 (5 pour cent) et de 2030 (3 pour cent) fixés pour cet indicateur.

En 2015, dans le monde, 14,6 pour cent des enfants sont nés en état d'insuffisance pondérale (moins de 2 500 g). Les tendances de cet indicateur aux niveaux mondial et régional montrent que ces dernières années, des progrès ont été réalisés, mais

pas suffisamment pour atteindre l'objectif d'une réduction de 30 pour cent de l'insuffisance pondérale à la naissance d'ici à 2025, voire d'ici à 2030.

En 2019, dans le monde, on estimait à 44 pour cent la proportion de nourrissons de moins de 6 mois exclusivement allaités au sein. Actuellement, le monde est en voie d'atteindre l'objectif fixé pour 2025, à savoir qu'au moins 50 pour cent des bébés de moins de 6 mois soient exclusivement allaités au sein. À défaut d'efforts supplémentaires, cependant, l'objectif mondial pour 2030 d'au moins 70 pour cent ne sera pas atteint avant 2038. La plupart des sous-régions font au moins quelques progrès, à l'exception de l'Asie de l'Est et des Caraïbes. Si les sous-régions d'Afrique de l'Est, d'Asie centrale et d'Asie du Sud maintiennent leur rythme de progression actuel, elles atteindront les objectifs fixés pour 2025 et 2030.

L'obésité des adultes continue d'augmenter, passant de 11,8 pour cent en 2012 à 13,1 pour cent en 2016, et l'on n'est pas en voie d'atteindre l'objectif mondial d'un arrêt de la hausse de cette obésité d'ici à 2025. Si la prévalence continue d'augmenter de 2,6 pour cent par an, l'obésité en question augmentera de 40 pour cent d'ici à 2025 par rapport au niveau de 2012. Entre 2012 et 2016, toutes les sous-régions présentent une tendance à la hausse de la prévalence de l'obésité des adultes. ■

1.3 LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE ET LA QUALITÉ DU RÉGIME ALIMENTAIRE, LIEN ESSENTIEL ENTRE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET RÉSULTATS NUTRITIONNELS

MESSAGES CLÉS

→ La composition exacte d'une alimentation saine varie en fonction des caractéristiques de l'individu, du contexte culturel, des aliments disponibles localement et des habitudes alimentaires; cela dit, les principes de base de ce qui constitue une alimentation saine restent les mêmes.

→ Il y a de grandes disparités entre les pays, selon la tranche de revenus dans laquelle ils se situent, pour ce qui est des disponibilités alimentaires par habitant pour différents groupes d'aliments. Les pays à faible revenu comptent davantage sur les aliments de base et moins sur les fruits et légumes et sur les aliments d'origine animale que les pays à revenu élevé.

→ Seuls les pays d'Asie et, dans le monde, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, disposent de suffisamment de fruits et légumes pour la consommation humaine pour pouvoir respecter la recommandation faite par la FAO et l'OMS de consommer un minimum de 400 g/personne/jour.

→ Dans le monde, seul un enfant sur trois âgé de 6 à 23 mois bénéficie de la diversité alimentaire minimale recommandée, avec des écarts considérables entre les régions.

→ L'insécurité alimentaire nuit à la qualité du régime alimentaire, même à des niveaux de gravité modérés. Les personnes qui connaissent une insécurité alimentaire modérée ou grave consomment moins de viande, de produits laitiers et de fruits et légumes que celles qui sont en situation de sécurité alimentaire ou de légère insécurité alimentaire.

La qualité du régime alimentaire comprend quatre aspects clés: variété/diversité, adéquation, modération et équilibre général. Selon l'OMS, une alimentation saine protège contre la malnutrition sous toutes ses formes, ainsi que contre des maladies non transmissibles telles que le diabète, les maladies cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux et le cancer. Elle contient un choix équilibré, diversifié et adapté d'aliments consommés sur une certaine période. Une alimentation saine permet de répondre aux besoins en macronutriments (protéines, lipides et glucides, y compris les fibres alimentaires) et en micronutriments essentiels (vitamines et minéraux) d'une personne, en fonction de son sexe, de son âge, de son niveau d'activité physique et de son état physiologique. Dans une alimentation saine, moins de 30 pour cent de l'apport énergétique total provient de matières grasses, avec une modification de la consommation de ces dernières pour passer de graisses saturées à des graisses insaturées et à l'élimination des graisses trans industrielles; moins de 10 pour cent de l'apport énergétique total provient de sucres libres (de préférence moins de 5 pour cent); la consommation de fruits et légumes est au minimum de 400 g par jour; et la consommation de sel (qui doit être iodé) ne dépasse pas 5 g par jour. Si la composition exacte d'un régime alimentaire sain varie en fonction des caractéristiques individuelles, ainsi que du contexte culturel, des aliments disponibles localement et des habitudes alimentaires, les principes de base de ce qui constitue un régime alimentaire sain sont les mêmes.

Une évaluation mondiale de la consommation alimentaire et de la qualité du régime alimentaire présente de nombreuses difficultés. À ce jour, il n'existe

pas d'indice composite unique et validé qui permette de mesurer les multiples dimensions de la qualité du régime alimentaire pour tous les pays.

Évolution des disponibilités alimentaires

Les données relatives aux disponibilités alimentaires au niveau national font apparaître, pour ce qui est des disponibilités alimentaires par habitant pour les différents groupes d'aliments, de grandes disparités entre les pays selon la tranche de revenus dans laquelle ils se situent. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure dépendent fortement d'aliments de base comme les céréales, les racines, les tubercules et les bananes plantain. Globalement, les disponibilités en aliments de base dans le monde ont peu changé entre 2000 et 2017. Les disponibilités en racines, tubercules et plantains ont augmenté dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, sous l'effet d'une hausse en Afrique, alors qu'elles ont diminué dans les pays à revenu élevé.

Dans les pays à faible revenu, les céréales, les racines, les tubercules et les plantains représentaient près de 60 pour cent des aliments disponibles en 2017 (figure 20). Ce pourcentage diminue progressivement avec le niveau de revenu des pays pour s'établir à 22 pour cent dans les pays à revenu élevé.

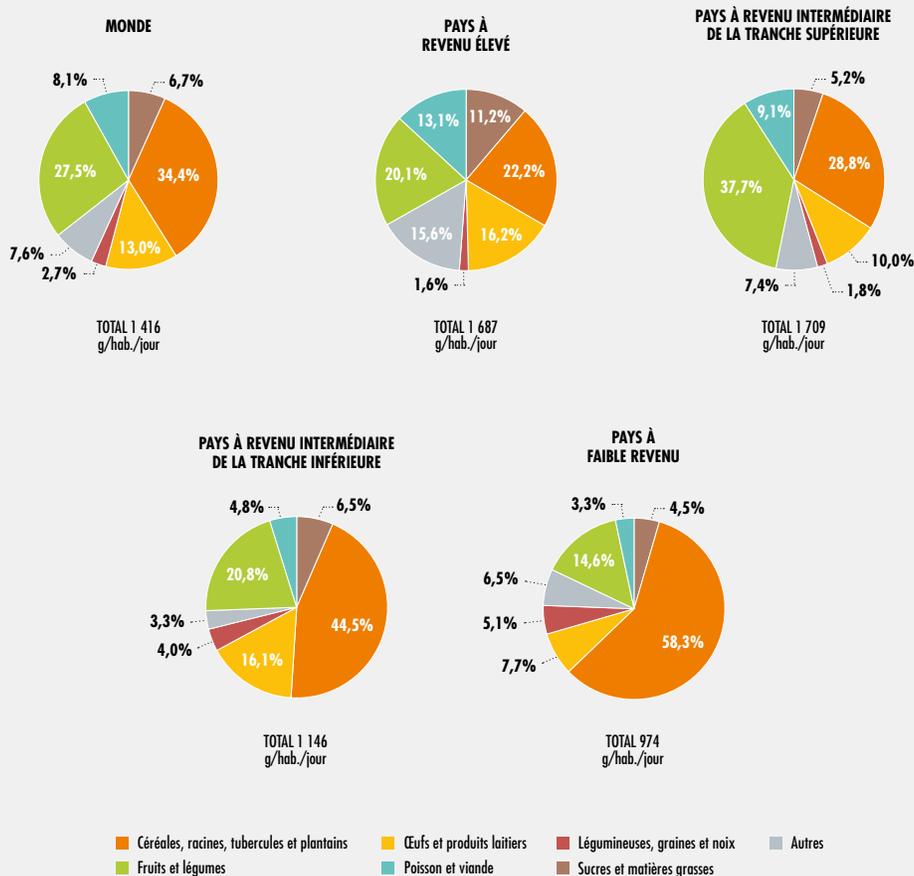
Les disponibilités moyennes mondiales en fruits et légumes ont augmenté; cependant, seuls les pays d'Asie et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure disposent de suffisamment de fruits et légumes pour répondre à la recommandation faite par la FAO et l'OMS de consommer un minimum de 400 grammes par jour.

Les disponibilités les plus élevées en aliments d'origine animale s'observent globalement dans les pays à revenu élevé, mais augmentent rapidement dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. La plupart des augmentations mondiales d'aliments d'origine animale ont été observées dans des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche supérieure. C'est l'Asie qui a connu la plus forte augmentation de la quantité totale d'aliments d'origine animale disponibles.

La contribution des aliments d'origine animale varie en fonction du niveau de revenu. Elle est plus élevée dans les pays à revenu élevé (29 pour cent) que dans les pays à revenu intermédiaire des tranches supérieure et inférieure (20 pour cent), et plus faible dans les pays à faible revenu (11 pour cent) (figure 20).

Diversité alimentaire

Selon l'UNICEF, la diversité alimentaire chez les nourrissons et les jeunes enfants était faible dans la majorité des régions, avec moins de 40 pour cent des enfants bénéficiant de la diversité alimentaire minimale dans sept des onze sous-régions. En outre, il existe de fortes disparités dans la prévalence de la diversité alimentaire minimale selon le lieu de résidence (urbain/rural) et le niveau de revenu. La prévalence de la consommation d'aliments provenant d'au moins cinq des huit groupes alimentaires est en moyenne 1,7 fois plus élevée chez les enfants des ménages urbains ou des ménages les plus riches que chez ceux des ménages ruraux ou des ménages les plus pauvres.

FIGURE 20 LA PROPORTION DES DIFFÉRENTS GROUPES D'ALIMENTS DISPONIBLES POUR LA CONSOMMATION HUMAINE VARIE SELON LE NIVEAU DE REVENU DES PAYS: APERÇU DE 2017**A) QUANTITÉS DISPONIBLES**

NOTES: Les estimations présentées sont ajustées pour les pertes alimentaires qui se produisent le long d'une partie de la chaîne d'approvisionnement, du stade de l'après-récolte jusqu'au stade (y compris) de la vente au détail, et sont ajustées pour les parties non comestibles. Le groupe «autres» comprend les boissons (boissons alcoolisées, jus de fruits, concentrés de jus de fruits, jus de légumes, concentrés de jus de légumes et boissons sucrées), les stimulants (thé, café et cacao), les épices et condiments, et les fruits confits. Pour en savoir plus sur les groupes d'aliments, voir l'annexe 2 du rapport.
SOURCE: FAO.

Comment l'insécurité alimentaire influe-t-elle sur ce que mangent les gens?

Une analyse des habitudes alimentaires en fonction des niveaux d'insécurité alimentaire a révélé que la qualité du régime alimentaire se détériore avec la gravité croissante de l'insécurité alimentaire.

La façon dont les personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée modifient leur régime alimentaire varie selon le niveau de revenu du pays. Dans deux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (Kenya et Soudan), on observe une diminution marquée de la consommation de la plupart des groupes d'aliments et une augmentation de la part des aliments de base dans le régime alimentaire. Dans deux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (Mexique et Samoa), les personnes souffrant d'insécurité alimentaire modérée consomment davantage d'aliments généralement moins chers par calorie (céréales, racines, tubercules et bananes plantain) et moins d'aliments chers (viande et produits laitiers) que celles qui sont en situation de sécurité alimentaire. Au Mexique, en particulier, on observe une diminution de la consommation de fruits et de produits laitiers à mesure que la gravité de l'insécurité alimentaire augmente. ■

1.4 CONCLUSIONS

À dix ans de l'échéance de 2030, le monde est loin d'atteindre les ODD relatifs à la faim et à la malnutrition. Après des décennies de long déclin, le nombre de personnes souffrant de la faim est en lente augmentation depuis 2014. Au-delà de la faim, un nombre croissant de personnes ont été contraintes de faire des compromis sur la qualité et/ou la quantité des aliments

qu'elles consomment, comme le montre l'augmentation de l'insécurité alimentaire modérée ou grave depuis 2014. Les projections pour 2030, même sans prise en compte de l'impact potentiel de la covid-19, servent d'avertissement: le niveau d'effort actuel n'est pas suffisant pour éliminer la faim dans dix ans.

En ce qui concerne la nutrition, des progrès sont réalisés pour réduire le retard de croissance chez l'enfant et l'insuffisance pondérale à la naissance et développer l'allaitement exclusif au sein pendant les six premiers mois de la vie. Cependant, la prévalence de l'émaciation est nettement supérieure aux cibles fixées et celle du surpoids chez les enfants et de l'obésité chez les adultes augmente dans presque toutes les régions. On s'attend à ce que la covid-19 exacerbe ces tendances, rendant encore plus vulnérables les personnes qui le sont déjà.

Un élément clé, pour atteindre les objectifs de 2030, doit être d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité d'aliments nutritifs composant un régime alimentaire sain. Les années qui restent de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) doivent être l'occasion pour les décideurs, la société civile et le secteur privé de travailler ensemble et de redoubler d'efforts. ■

PARTIE 2

TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES POUR OFFRIR À TOUS DES RÉGIMES ALIMENTAIRES SAINS ET ABORDABLES

La deuxième partie du rapport de cette année examine de près le coût et l'accessibilité économique des régimes alimentaires sains. Comme indiqué dans la première partie, la qualité de l'alimentation forme, entre la sécurité alimentaire et les résultats nutritionnels, un lien essentiel qui doit être présent dans toutes les activités menées pour atteindre les objectifs de lutte contre la faim, de sécurité alimentaire et de nutrition de l'ODD 2. La réalisation de ces objectifs ne sera possible que si nous nous assurons que les gens ont suffisamment à manger et que *ce qu'ils mangent est nutritif*.

L'un des plus grands défis à relever pour y parvenir est le coût actuel et l'accessibilité économique de régimes alimentaires sains. Les nouvelles données présentées dans la présente partie du rapport montrent que les régimes alimentaires sains sont inabordable pour de nombreuses personnes dans toutes les régions du monde, en particulier pour les pauvres et les personnes confrontées à des difficultés économiques. L'histoire, cependant, ne s'arrête pas là, car il existe également des coûts cachés et des externalités associés aux modes de consommation alimentaire actuels, notamment ceux liés aux conséquences sanitaires et environnementales de nos choix alimentaires.

La présente partie du rapport indique en outre les principaux facteurs à l'origine du coût élevé des aliments nutritifs et suggère les politiques et les investissements que les

pays devraient mettre en œuvre pour transformer leurs systèmes alimentaires afin de permettre à chacun d'avoir accès à une alimentation saine et bon marché, sans oublier les compromis possibles et le parti que l'on pourrait tirer de synergies au profit de la viabilité écologique.

2.1 COÛT ET ACCESSIBILITÉ ÉCONOMIQUE DES RÉGIMES ALIMENTAIRES SAINS DANS LE MONDE

MESSAGES CLÉS

- Les analyses menées pour le présent rapport montrent qu'une alimentation saine coûte 60 pour cent plus cher qu'une alimentation qui ne couvre que les besoins en nutriments essentiels et près de cinq fois plus qu'une alimentation à base de féculents qui ne couvre que les besoins énergétiques.
- Le coût des régimes alimentaires augmente à mesure que la qualité de l'alimentation augmente – depuis une alimentation de base suffisamment énergétique à une alimentation suffisamment nutritive, puis à une alimentation saine comprenant des groupes d'aliments plus diversifiés et plus souhaitables –, dans toutes les régions et tous les pays, pour tous les groupes de revenu.
- Le coût élevé et le caractère inabordable des régimes alimentaires sains sont associés à une insécurité alimentaire croissante et à différentes formes de malnutrition, notamment au retard de croissance chez les enfants et à l'obésité des adultes.

→ Les régimes alimentaires sains – à savoir des régimes qui sont conformes aux directives mondiales, comprennent des aliments appartenant à plusieurs groupes et présentent une plus grande diversité au sein de chaque groupe d'aliments – sont hors de portée pour plus de 3 milliards de personnes, et plus de 1,5 milliard de personnes ne peuvent même pas se permettre un régime qui ne répondrait qu'aux niveaux requis de nutriments essentiels.

→ Le coût d'une alimentation saine est bien plus élevé que le seuil de pauvreté international, établi à 1,90 USD à parité de pouvoir d'achat (PPA) par jour. Cela signifie que ceux qui vivent dans la pauvreté ou juste au-dessus du seuil de pauvreté n'ont pas accès à une alimentation saine.

→ La transformation des systèmes alimentaires est impérative si l'on veut résoudre le problème des millions de personnes qui ne peuvent pas s'offrir une alimentation saine en raison du prix élevé des denrées alimentaires et des contraintes de revenus. Par ailleurs, cette transformation devrait permettre de créer des environnements alimentaires propices, inciter les gens à s'informer sur la nutrition et encourager un changement de comportement propre à induire des choix alimentaires sains.

Le coût et l'accessibilité économique des régimes alimentaires sains sont essentiels pour la sécurité alimentaire et la nutrition

Le monde fait face à la tâche immédiate de rendre les régimes alimentaires sains accessibles à tous, condition essentielle pour atteindre les objectifs de lutte contre la faim et de nutrition de l'ODD 2. La pandémie de covid-19 a rendu la situation encore plus difficile. L'un des plus grands défis est le coût actuel et le caractère inabordable des régimes alimentaires sains.

Que nous disent les éléments dont nous disposons?

Le coût et l'accessibilité économique des aliments qui forment un régime alimentaire sain sont d'importants déterminants des choix alimentaires. À ce titre, ils peuvent avoir une incidence sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé. Le coût fait référence à ce que les gens doivent payer pour s'assurer un régime alimentaire spécifique. L'accessibilité économique, en revanche, est le coût du régime alimentaire par rapport au revenu.

Dans le présent rapport, une nouvelle analyse montre que, selon les régions et les niveaux de revenu des pays, plus une alimentation saine est inabordable, plus la prévalence de la sous-alimentation et du retard de croissance chez les enfants est importante. L'association entre l'obésité des adultes et l'accessibilité économique d'une alimentation saine est l'inverse des autres associations. Ce sont les pays à revenu élevé qui affichent les chiffres les plus élevés d'accessibilité économique d'une alimentation saine et, dans le même temps, les taux d'obésité chez l'adulte les plus élevés.

Une alimentation saine est inabordable pour de nombreuses personnes dans toutes les régions du monde, en particulier pour les pauvres

Les nouveaux éléments présentés ci-dessous montrent qu'une alimentation saine est inabordable pour de nombreuses personnes, en particulier pour les pauvres, dans toutes les régions du monde. Ces éléments probants proviennent de l'analyse du coût estimatif de trois régimes de référence dénotant des niveaux croissants de qualité de l'alimentation, en partant d'un régime alimentaire de base suffisant

en énergie et répondant aux besoins caloriques pour arriver à un régime alimentaire suffisant en nutriments, puis à un régime alimentaire sain, ce dernier comprenant une estimation des apports recommandés de groupes d'aliments plus diversifiés et plus souhaitables. Par la suite, l'accessibilité économique – soit le coût par rapport au revenu des personnes – des trois régimes a été estimée et comparée entre les régions et entre les pays, par groupes de revenu.

L'objectif ultime de l'analyse présentée est de déterminer si le système alimentaire met les trois niveaux de qualité de régime à la portée des plus pauvres, utilisant les aliments qui répondent à chaque norme au coût le plus bas possible.

Analyse du coût et de l'accessibilité économique de trois régimes

Coût le plus bas des trois régimes alimentaires dans le monde

Comme on peut s'y attendre, le coût d'un régime alimentaire augmente progressivement à mesure que la qualité de ce régime augmente. Cette tendance se retrouve dans toutes les régions et dans tous les groupes de pays (classés par revenus) (tableau 7). Le coût d'une alimentation saine est 60 pour cent plus élevé que celui d'une alimentation suffisante en nutriments, et près de cinq fois plus élevé que celui d'une alimentation suffisante en énergie.

Pour comprendre ce qui explique le coût élevé des régimes alimentaires sains, il nous faut examiner la contribution de chaque groupe d'aliments à ce coût afin de mettre en évidence les plus coûteux. Une analyse de la part en pourcentage du coût total de chaque aliment d'un régime alimentaire sain montre que les groupes

d'aliments les plus coûteux sont ceux qui sont les plus nutritifs: les produits laitiers, les fruits, les légumes et les aliments riches en protéines (d'origine végétale et animale), avec quelques variations selon les régions.

Accessibilité économique des trois régimes alimentaires dans le monde

L'analyse de l'accessibilité économique montre que si la plupart des pauvres dans le monde peuvent se permettre un régime alimentaire suffisamment énergétique tel que défini ici, ils ne peuvent se permettre ni une alimentation suffisamment nutritive, ni une alimentation saine (figure 28). Le coût d'un régime alimentaire sain se situe bien au-dessus du seuil de pauvreté internationale, à savoir 1,90 USD à parité de pouvoir d'achat (PPA) par jour, sans même parler de la part de ce seuil qui peut raisonnablement être réservée à l'alimentation, soit 1,20 USD PPA par jour.

On estime que plus de 3 milliards de personnes dans le monde ne pouvaient pas se permettre une alimentation saine en 2017¹. La plupart de ces personnes vivent en Asie (1,9 milliard) et en Afrique (965 millions), mais des millions d'autres vivent en Amérique latine et dans les Caraïbes (104,2 millions), ainsi qu'en Amérique du Nord et en Europe (18 millions).

Les pays en situation de crise alimentaire rencontrent des difficultés encore plus importantes pour accéder à une alimentation saine, en particulier les pays

¹ Pour estimer le coût des trois régimes susmentionnés, le présent rapport utilise les prix de détail du Programme de comparaison internationale (PCI) de la Banque mondiale pour les articles normalisés au niveau international pour l'année 2017, qui était le plus à jour et disponible au moment de la rédaction du présent rapport.



KENYA

Femmes récoltant des haricots verts dans l'une des fermes coopératives de Njukini au Kenya.
©FAO/Fredrik Lerneryd

TABLEAU 7 LE COÛT D'UNE ALIMENTATION Saine EST DE 60 POUR CENT SUPÉRIEUR À CELUI D'UNE ALIMENTATION SUFFISANTE EN NUTRIMENTS, ET PRÈS DE CINQ FOIS PLUS ÉLEVÉ QUE CELUI D'UNE ALIMENTATION SUFFISANTE EN ÉNERGIE EN 2017

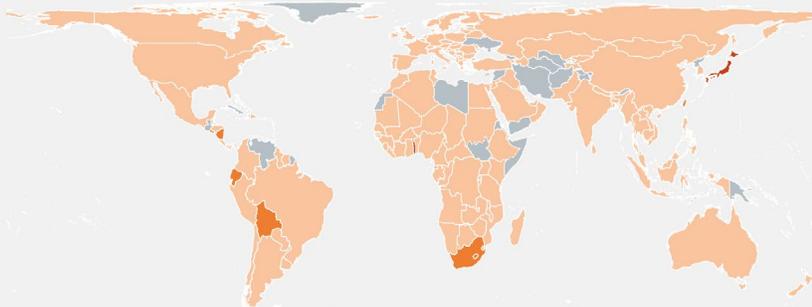
Régions	Alimentation suffisante en énergie	Alimentation suffisante en nutriments	Alimentation saine
MONDE	0,79	2,33	3,75
AFRIQUE	0,73	2,15	3,87
Afrique du Nord	0,75	2,90	4,12
Afrique subsaharienne	0,73	2,06	3,84
Afrique de l'Est	0,61	1,98	3,67
Afrique centrale	0,73	2,09	3,73
Afrique australe	0,86	2,29	3,99
Afrique de l'Ouest	0,80	2,05	4,03
ASIE	0,88	2,18	3,97
Asie centrale	0,84	2,04	3,39
Asie de l'Est	1,27	2,63	4,69
Asie du Sud-Est	0,92	2,42	4,20
Asie du Sud	0,80	2,12	4,07
Asie de l'Ouest	0,74	1,87	3,58
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	1,06	2,83	3,98
Caraiïbes	1,12	2,89	4,21
Amérique latine	1,00	2,78	3,75
Amérique centrale	1,13	3,04	3,81
Amérique du Sud	0,91	2,61	3,71
OCÉANIE	0,55	2,07	3,06
AMÉRIQUE DU NORD ET EUROPE	0,54	2,29	3,21
GROUPES DE REVENU			
PAYS À FAIBLE REVENU	0,70	1,98	3,82
PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE	0,88	2,40	3,98
PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE SUPÉRIEURE	0,87	2,52	3,95
PAYS À REVENU ÉLEVÉ	0,71	2,31	3,43

NOTES: Le tableau montre le coût en USD par personne et par jour des trois régimes alimentaires de référence (régime alimentaire suffisant en énergie, suffisant en nutriments et sain) par région et groupe de revenu en 2017. L'analyse se fonde sur un échantillon de 170 pays pour lesquels des données de prix des aliments au détail sont disponibles en 2017. Les prix sont obtenus auprès du Programme de comparaison internationale (PCI) de la Banque mondiale pour les articles normalisés au niveau international, convertis en dollars internationaux à parité de pouvoir d'achat (PPA). Le coût de chaque régime alimentaire représente une moyenne simple des coûts encourus par les pays appartenant à une région ou à un groupe de revenu spécifique. Voir l'encadré 10 du rapport pour la définition des trois régimes et l'encadré 11 pour une brève description de la méthode de détermination des coûts. Pour les notes méthodologiques complètes et les sources de données, voir l'annexe 3 du rapport.

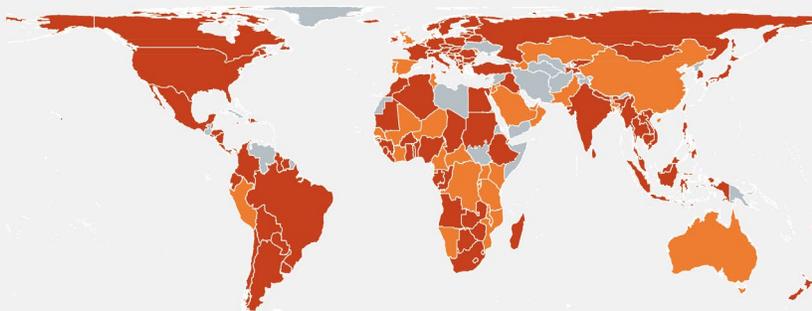
SOURCE: Herforth, A., Bai, Y., Venkat, A., Mahrt, K., Ebel, A. et Masters, W.A. 2020. *Cost and affordability of healthy diets across and within countries*. Document ayant servi de base à *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*. FAO, Rome.

FIGURE 28 UNE ALIMENTATION Saine EST INABORDABLE POUR LES PAUVRES DANS TOUTES LES RÉGIONS DU MONDE EN 2017

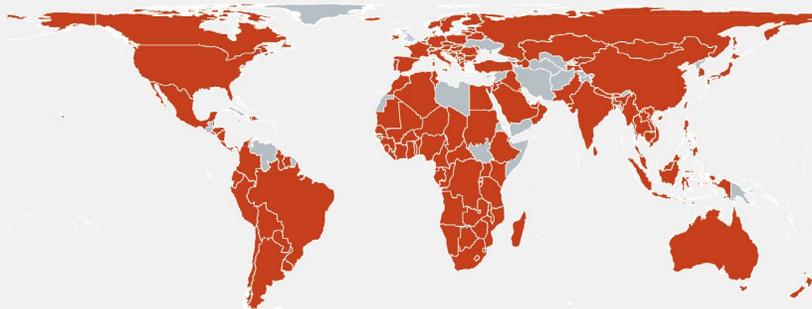
A) COÛT D'UNE ALIMENTATION ASSURANT UN APPORT ÉNERGÉTIQUE SUFFISANT, PAR RAPPORT AU SEUIL DE PAUVRETÉ INTERNATIONAL



B) COÛT D'UNE ALIMENTATION ASSURANT UN APPORT NUTRITIF SUFFISANT, PAR RAPPORT AU SEUIL DE PAUVRETÉ INTERNATIONAL



C) COÛT D'UNE ALIMENTATION Saine, PAR RAPPORT AU SEUIL DE PAUVRETÉ INTERNATIONAL



■ Pas de données ■ < 1,20 USD ■ 1,20–1,90 USD ■ > 1,90 USD

NOTES: Les cartes montrent le coût des trois régimes alimentaires de référence (suffisant en énergie, suffisant en nutriments et sain) par rapport au seuil de pauvreté international (1,90 USD à parité de pouvoir d'achat (PPA) par jour) pour 170 pays en 2017. Un régime alimentaire est considéré comme inabordable lorsque son coût dépasse 1,20 USD, soit 63 pour cent de 1,90 USD PPA par jour. Ces 63 pour cent représentent la part du seuil de pauvreté qui peut être raisonnablement réservée à l'alimentation. Voir l'encadré 10 du rapport pour la définition des trois régimes alimentaires et les encadrés 11 et 12 pour une brève description de la méthode de calcul du coût et de l'accessibilité financière. Pour les notes méthodologiques complètes et les sources de données, voir l'annexe 3 du rapport. Pour les clauses de non-responsabilité concernant le tracé des frontières sur la carte, voir l'annexe 5.

SOURCE: Herforth, A., Bai, Y., Venkat, A., Mahrt, K., Ebel, A. et Masters, W.A. 2020. *Cost and affordability of healthy diets across and within countries*. Document ayant servi de base à *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*. Rome, FAO.

en situation de crise prolongée caractérisés par des conflits complexes et multidimensionnels et une extrême fragilité. Dans ces contextes, la plus grande partie de la population (86 pour cent) ne peut se permettre une alimentation saine. Ce chiffre représente plus du double de la moyenne mondiale (38 pour cent) et est supérieur de 57 pour cent à ce qui est estimé pour les pays du Sud.

Il découle de ces conclusions qu'il faut: i) que le coût des aliments nutritifs qui constituent un régime alimentaire sain diminue, en particulier celui des produits laitiers, des fruits, des légumes et des aliments riches en protéines; et ii) que les seuils de pauvreté soient peut-être relevés, car ils servent à fixer les objectifs des programmes, notamment de protection sociale, et ne permettent pas actuellement de bien mesurer la capacité des personnes à accéder ne serait-ce qu'aux variantes les moins coûteuses d'un régime alimentaire sain.

Coûts et accessibilité économique au sein des pays

Le coût et l'accessibilité économique des régimes alimentaires varient dans le monde, selon les régions et les contextes de développement. Ils peuvent également varier au sein d'un même pays en raison de facteurs temporels et géographiques, ainsi qu'en fonction des besoins nutritionnels des individus tout au long de leur cycle de vie. Ces variations de coût au sein d'un même pays ne sont pas prises en compte dans l'analyse mondiale et régionale présentée ci-dessus, mais les études de cas montrent clairement qu'elles peuvent être considérables. ■

2.2 LES COÛTS SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTAUX CACHÉS DE CE QUE NOUS MANGEONS

MESSAGES CLÉS

→ Dans le monde, tous les régimes alimentaires, allant de ceux qui ne répondent qu'aux besoins énergétiques à ceux qui sont jugés sains et nutritifs, ont des coûts cachés dont la compréhension est essentielle pour identifier les compromis et les synergies qui ont une incidence sur la réalisation d'autres ODD.

→ Les deux coûts cachés les plus critiques de nos choix alimentaires et des systèmes alimentaires qui les sous-tendent sont le coût des soins de santé pour de nombreuses personnes dans le monde (ODD 3) et les coûts liés au climat que le monde entier doit supporter (ODD 13).

→ Premier coût caché: si les modes de consommation alimentaire actuels se poursuivent, les coûts liés à la santé, en termes de mortalité et de maladies non transmissibles, devraient dépasser 1 300 milliards d'USD par an d'ici à 2030. D'autre part, on estime que le passage à des régimes alimentaires sains entraînera une réduction allant jusqu'à 97 pour cent des coûts directs et indirects liés à la santé, ce qui permettra de réaliser d'importantes économies qui pourraient être investies dès maintenant pour réduire le coût des aliments nutritifs.

→ Deuxième coût caché: le coût social des émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation devrait dépasser 1 700 milliards d'USD par an d'ici à 2030. On estime que l'adoption de régimes alimentaires sains axés sur la durabilité pourrait réduire le coût social des émissions de gaz à effet de serre de 41 à 74 pour cent en 2030.

→ Le passage à une alimentation saine qui intègre des considérations de durabilité pourrait aider à réduire les coûts liés à la santé et au changement climatique d'ici à

2030, car les coûts cachés d'une alimentation saine sont inférieurs à ceux des modes de consommation alimentaire actuels.

→ Pour réaliser ces transformations, il sera essentiel d'évaluer les obstacles spécifiques au contexte, de gérer les compromis qui devront être trouvés sur le court et le long termes et d'exploiter les synergies.

L'évaluation des coûts cachés (ou externalités négatives) associés aux différents régimes alimentaires pourrait également modifier considérablement notre évaluation de ce qui est «abordable» dans une perspective sociétale plus large et révéler comment les choix alimentaires affectent les autres ODD. Deux des coûts cachés les plus critiques concernent les conséquences sanitaires (ODD 3) et climatiques (ODD 13) de nos choix alimentaires et des systèmes alimentaires qui les sous-tendent.

Évaluation des coûts cachés des habitudes alimentaires

Pour le présent rapport, une nouvelle analyse estime les coûts sanitaires et climatiques de cinq modèles d'alimentation différents: un régime de référence (REF), qui représente les modèles de consommation alimentaire actuels, et quatre modèles alternatifs d'alimentation saine qui intègrent des considérations de durabilité.

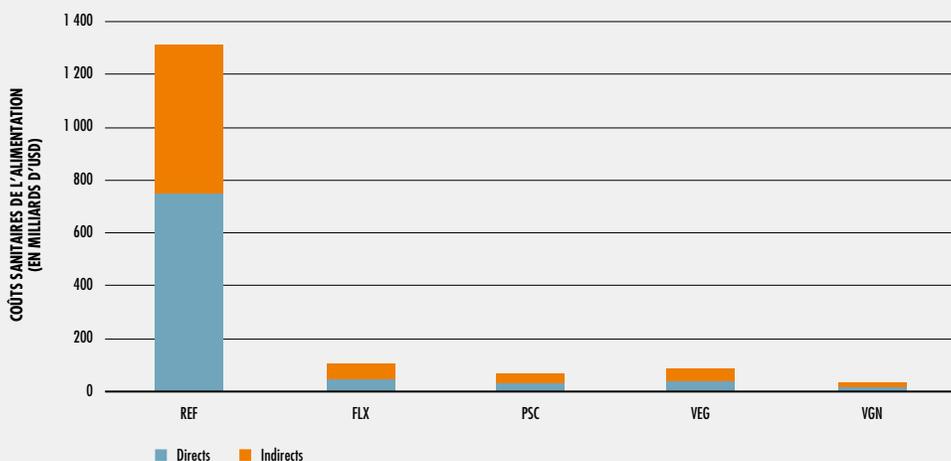
Sont analysés quatre modèles d'alimentation saine: un régime flexivore à prédominance végétale qui inclut des quantités faibles à modérées d'aliments d'origine animale (FLX); un régime piscivégétarien basé sur l'aquaculture durable qui inclut des quantités modérées de poisson, mais pas d'autre chair (PSC); un régime végétarien qui inclut des quantités modérées de produits laitiers et d'œufs, mais pas de poisson ni d'autre chair (VEG); et un régime

entièrement végétalien qui repose sur une variété de fruits et légumes, de céréales complètes et de sources de protéines végétales telles que les légumineuses et les noix (VGN).

L'identification de quatre modèles de régimes alternatifs ne vise pas tant à défendre un modèle alimentaire en particulier que d'examiner les coûts cachés de différents régimes sains qui incluent des aspects de durabilité du point de vue de l'environnement. Les quatre scénarios retenus ne sont que des exemples, et d'autres variantes pourraient être développées et faire l'objet d'une analyse similaire des coûts cachés. Il existe une large panoplie de régimes alimentaires sains, conformes aux directives mondiales, qui peuvent être conçus en tenant compte de considérations de durabilité, mais tous ne sont pas les régimes les plus sains et les plus appropriés pour les différents groupes de population. Une alimentation entièrement végétale, en particulier, peut comporter des risques importants d'insuffisance nutritionnelle. Cela peut être le cas dans des contextes où les aliments sont globalement de moindre qualité: par exemple lorsque les micronutriments ne peuvent pas être facilement fournis ou gérés à défaut d'une offre abondante d'aliments d'origine végétale riches en nutriments. C'est également le cas des jeunes enfants et des femmes enceintes ou allaitantes qui ont des besoins nutritionnels plus élevés, ou lorsque les populations souffrent déjà de carences nutritionnelles.

Coûts cachés liés à la santé

En supposant que les modèles actuels de consommation alimentaire s'adaptent aux changements attendus en matière de revenus et de population, selon le régime

FIGURE 34 L'ADOPTION DE L'UN DES QUATRE RÉGIMES ALIMENTAIRES SAINS PERMETTRAIT DE RÉDUIRE CONSIDÉRABLEMENT LES COÛTS SANITAIRES DE L'ALIMENTATION D'ICI À 2030

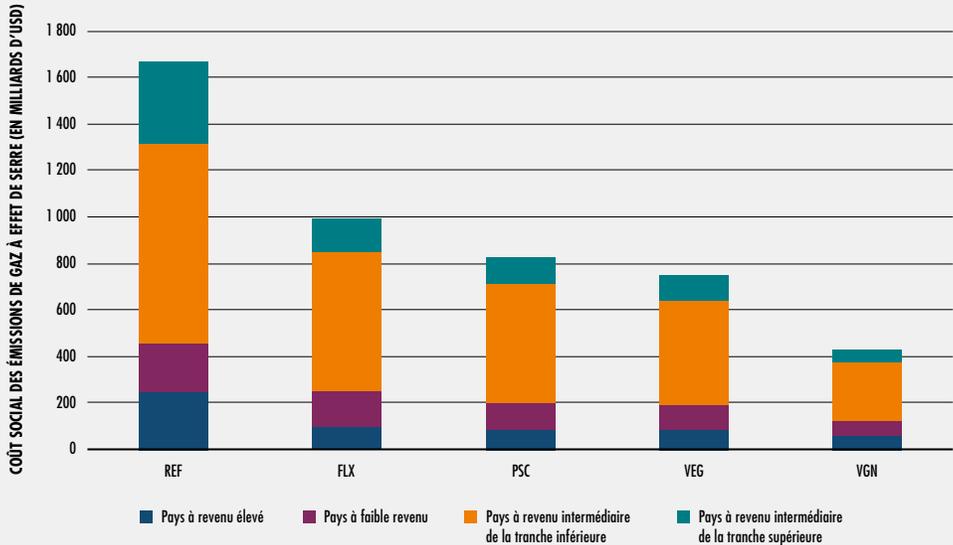
NOTES: La figure met en évidence les coûts sanitaires de l'alimentation tels qu'ils devraient se présenter en 2030 (en milliards d'USD) par élément de coût direct et indirect dans le cadre des modes de consommation actuels (REF) et des quatre modes alternatifs d'alimentation saine: flexivore (FLX), piscivégétarien (PSC), végétarien (VEG) et végétalien (VGN). (Pour plus de détails, voir la note de bas de page y dans le rapport). Les coûts sont indiqués pour 157 pays. Les coûts directs comprennent les coûts médicaux et de soins de santé directs associés au traitement d'une maladie spécifique. Les coûts indirects incluent la perte de productivité par jours de travail et les coûts des soins informels associés à une maladie spécifique. Les coûts liés à la santé renvoient à quatre maladies d'origine alimentaire incluses dans l'analyse: maladies coronariennes, accidents vasculaires cérébraux, cancer et diabète de type 2. Se reporter à l'encadré 14 du rapport pour une définition des cinq régimes et un résumé des méthodes et des sources de données. Pour une description complète des notes méthodologiques, voir l'annexe 7 du rapport.

SOURCE: Springmann, M. 2020. *Valuation of the health and climate-change benefits of healthy diets*. Document ayant servi de base à *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*. Rome, FAO.

de référence (REF), les coûts sanitaires devraient s'élever en moyenne à 1 300 milliards d'USD en 2030. Plus de la moitié (57 pour cent) de ces coûts sont des coûts directs, car liés aux dépenses de traitement des différentes maladies d'origine alimentaire. L'autre partie (43 pour cent) représente les coûts indirects, notamment les pertes de productivité au travail (11 pour cent) et les soins informels (32 pour cent).

Si, au contraire, on adopte l'un des quatre régimes alternatifs utilisés pour les analyses (FLX, PSC, VEG, VGN), les coûts sanitaires de l'alimentation diminuent de façon drastique (entre 1 200 et 1 300 milliards d'USD de moins), ce qui représente une réduction moyenne de 95 pour cent des dépenses de santé liées à l'alimentation dans le monde par rapport au régime de référence en 2030 (figure 34).

FIGURE 37 L'ADOPTION DE RÉGIMES ALIMENTAIRES À BASE VÉGÉTALE PERMETTRAIT DE RÉDUIRE LE COÛT SOCIAL DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE 41 À 74 POUR CENT EN 2030



NOTES: La figure montre le coût social estimatif des émissions de gaz à effet de serre en 2030 (en milliards d'USD) pour le régime REF (maintien des habitudes de consommation alimentaire actuelles) et quatre modes alternatifs d'alimentation saine (régimes flexivore (FLX), piscivégétarien (PSC), végétarien (VEG) et végétalien (VGN)). (Pour plus de détails, voir la note de bas de page y dans le rapport). Les coûts sont indiqués pour 157 pays. Se reporter à l'encadré 14 du rapport pour une définition des cinq régimes et un résumé des méthodes et des sources de données. Pour une description complète des notes méthodologiques, voir l'annexe 7 du rapport.

SOURCE: Springmann, M. 2020. *Valuation of the health and climate-change benefits of healthy diets*. Document ayant servi de base à *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020*. Rome, FAO.

Les coûts cachés du changement climatique

Ce que les gens mangent et la façon dont ces aliments sont produits ont non seulement une incidence sur leur santé, mais ont également d'importantes répercussions sur l'état de l'environnement et sur le changement climatique. Le système qui sous-tend les modes actuels de consommation alimentaire dans le monde est responsable de 21 à 37 pour cent des émissions totales de gaz à effet de serre d'origine anthropique, c'est-à-dire

provenant de l'activité humaine, ce qui en fait un facteur majeur de changement climatique, même sans tenir compte des autres effets sur l'environnement.

Le coût social des émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation et aux modes de consommation alimentaire actuels (figure 37) est estimé à environ 1 700 milliards d'USD en 2030 pour un scénario de stabilisation des émissions qui limite l'augmentation de la température mondiale

à 2,5 degrés (moyenne sur 100 ans). L'adoption de l'un des quatre modes alternatifs d'alimentation saine (FLX, PSC, VEG et VGN) pourrait aider à réduire fortement les coûts sociaux de ces émissions d'ici à 2030, avec une baisse qui se situerait entre 700 et 1 300 milliards d'USD (soit une réduction de 41 à 74 pour cent) (figure 37).

Coûts sanitaires et climatiques: mise en contexte

Pour mettre les coûts sanitaires et climatiques en contexte, il est utile de comparer les coûts cachés aux coûts des régimes alimentaires, aux prix de gros, estimés au niveau de la consommation et évalués sur la base des estimations des prix des produits de base par région.

Si l'on ajoutait les coûts sanitaires et climatiques au coût total, aux prix de gros, du régime de référence représentant le modèle de consommation actuel, ce coût total augmenterait de 50 pour cent au niveau mondial, passant de 6 000 à 8 900 milliards d'USD d'ici à 2030. En revanche, il n'augmenterait qu'entre 8 et 19 pour cent à l'échelle mondiale avec l'adoption de l'un des quatre régimes alimentaires alternatifs (FLX, PSC, VEG ou VGN). Globalement, cela se traduirait par une importante économie par rapport au régime de référence.

Gérer les compromis et exploiter les synergies dans la transition vers des régimes alimentaires sains

Pour parvenir à des modèles d'alimentation saine incluant des considérations de durabilité, il faut opérer dans les systèmes alimentaires de vastes changements transformateurs à tous les

niveaux. Compte tenu de la grande diversité des systèmes alimentaires actuels et des importantes disparités qui existent en matière de sécurité alimentaire et d'état nutritionnel entre les pays et en leur sein, il n'existe pas de solution unique qui permette aux pays de passer à des régimes alimentaires sains et de créer des synergies pour réduire leur empreinte écologique.

Il n'existe pas non plus de régime sain unique, et encore moins un qui intègre des considérations de durabilité pour chaque contexte. En outre, il pourrait y avoir d'autres avancées technologiques et de productivité qui pourraient être plus rentables pour répondre aux préoccupations de durabilité et atténuer le changement climatique. Pour réaliser ces transformations, il sera essentiel d'évaluer les obstacles propres à chaque contexte, de gérer les compromis à court et long termes et d'exploiter les synergies.

Bien que le coût d'une alimentation saine soit inférieur à celui des habitudes de consommation alimentaire actuelles si l'on tient compte des externalités liées à la santé et au climat, il existe, dans certains contextes, d'autres coûts indirects et compromis importants. Dans les pays où le système alimentaire ne fournit pas seulement de la nourriture, mais est également le moteur de l'économie rurale, il importera de considérer également l'impact du passage à des modes d'alimentation sains en termes de subsistance des petits exploitants agricoles et des pauvres en milieu rural. Dans ces cas, il faut veiller à atténuer l'impact négatif sur les revenus et les moyens de subsistance à mesure que les systèmes alimentaires se transforment pour offrir des régimes alimentaires sains et bon marché.

De nombreux pays à faible revenu, dont les populations souffrent déjà de carences en nutriments, pourraient devoir augmenter leur empreinte carbone pour répondre d'abord aux besoins alimentaires recommandés et atteindre les objectifs nutritionnels, y compris ceux relatifs à la dénutrition. D'autre part, il faudra que d'autres pays, notamment ceux à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu élevé, où les régimes alimentaires dépassent les besoins énergétiques optimaux et où les populations consomment plus d'aliments d'origine animale que nécessaire, modifient profondément leurs pratiques alimentaires et, de manière systémique, la production, l'environnement et le commerce alimentaires. ■

2.3 QU'EST-CE QUI DÉTERMINE LE COÛT DES ALIMENTS NUTRITIFS?

MESSAGES CLÉS

- Les facteurs qui déterminent le coût des aliments nutritifs se retrouvent dans tous les systèmes alimentaires, dans la production, les filières et les environnements alimentaires, ainsi que dans la demande des consommateurs et dans l'économie politique de l'alimentation.
- Production alimentaire: les faibles niveaux de productivité, les risques élevés au stade de la production et la diversification insuffisante vers la production d'aliments plus nutritifs sont les principaux facteurs du coût des régimes alimentaires sains, en particulier dans les pays à faible revenu.
- Filières alimentaires: un stockage inadapté, des infrastructures routières médiocres et une capacité de conservation limitée des aliments, en particulier pour les denrées hautement périssables, entraînent, tout au long de la filière alimentaire, des pertes de nourriture et des inefficacités qui font augmenter le coût des aliments nutritifs.
- Demande des consommateurs: les taux rapides d'urbanisation ont entraîné une augmentation du travail et de la consommation hors foyer, ce qui a un impact direct sur la demande d'aliments faciles à préparer, hautement transformés ou de plats cuisinés souvent très énergétiques et riches en matières grasses, en sucres et/ou en sel et qui ne contribuent pas nécessairement à une alimentation saine.
- Économie politique: les politiques commerciales, principalement les mesures protectionnistes et les programmes de subvention aux intrants, tendent à protéger et à encourager la production intérieure d'aliments de base tels que le riz et le maïs, souvent au détriment d'aliments nutritifs comme les fruits et

les légumes. Les mesures commerciales non tarifaires peuvent aider à améliorer la sécurité sanitaire des aliments, leur qualité et leur valeur nutritionnelle, mais elles peuvent aussi avoir pour effet d'accroître le coût des échanges et, par conséquent, le prix des aliments, ce qui nuit à l'accessibilité de régimes alimentaires sains.

→ Pour s'attaquer à certains de ces facteurs, afin de réduire le coût des aliments nutritifs, il faut également s'attaquer aux externalités environnementales associées aux systèmes alimentaires actuels et au coût caché qu'elles créent, en particulier au niveau de la production, mais aussi au niveau de la consommation.

Pour que les régimes alimentaires sains soient plus abordables, il faut que le coût des aliments nutritifs baisse. De nombreux facteurs déterminent le prix à la consommation des aliments nutritifs, tout au long de la filière et dès le point de production, et y compris dans l'environnement alimentaire, lorsque les consommateurs entrent dans le système alimentaire pour prendre des décisions sur l'acquisition, la préparation et la consommation des aliments.

La présente section se concentre sur quatre grands ensembles de facteurs qui déterminent le coût des aliments. Les facteurs spécifiquement couverts sont ceux qui concernent 1) la production d'aliments nutritifs diversifiés qui contribuent à une alimentation saine; 2) la filière alimentaire au-delà du stade de la production; 3) l'environnement alimentaire ainsi que la demande et le comportement des consommateurs; et 4) l'économie politique de l'alimentation.

Les facteurs de coût dans la production d'aliments nutritifs diversifiés

Faibles niveaux de technologie, d'innovation et d'investissement dans la production alimentaire

S'attaquer à la faible productivité de la production d'aliments nutritifs peut être un moyen efficace d'accroître l'offre globale de ces aliments, de réduire les prix des denrées et d'accroître les revenus, en particulier ceux des petits agriculteurs et producteurs les plus pauvres dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, à savoir les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs. Une croissance soutenue de la productivité, sans épuisement intenable des ressources naturelles, dépend de la capacité des producteurs à innover (ce qui leur permet d'accroître les rendements), à gérer plus efficacement les intrants, à adopter de nouvelles cultures ou de nouvelles races animales et à améliorer la qualité, tout en préservant les ressources naturelles.

Une diversification insuffisante en faveur de la production de produits horticoles, de légumineuses, de produits de la pêche artisanale, de produits de l'aquaculture, de bétail et d'autres produits nutritifs limite également l'offre d'aliments diversifiés et nutritifs sur les marchés, ce qui entraîne une hausse des prix des denrées. Des systèmes de production diversifiés et bien intégrés ont non seulement l'avantage d'accroître la disponibilité d'aliments nutritifs, mais aussi d'aider les populations vulnérables à mieux résister aux chocs climatiques et financiers et à réduire les variations saisonnières de la production alimentaire.

Gérer les risques dans la production alimentaire et agricole

S'engager dans l'alimentation et l'agriculture peut être une entreprise intrinsèquement risquée, que ce soit dans la production végétale ou animale, la pêche et l'aquaculture ou la sylviculture. C'est particulièrement le cas des petits agriculteurs et producteurs les plus pauvres qui opèrent sur des terres marginales ou de ceux qui ont un accès limité à la technologie, au capital ou à d'autres ressources productives.

S'agissant de la production végétale, les aliments de base traditionnels présentent généralement moins de risque que les aliments de plus grande valeur et plus nutritifs. En l'absence d'accès à la connaissance, à l'information et au crédit, tous les éléments mentionnés ci-dessus sont des risques qui influent sur la décision que prennent les producteurs alimentaires d'investir ou non dans la production végétale, l'élevage ou l'aquaculture, ce qui, en fin de compte, influe sur la disponibilité globale d'aliments nutritifs et sur leur prix.

Saisonnalité et facteurs climatiques

Le changement climatique devrait aggraver davantage la saisonnalité en raison de la fréquence accrue des sécheresses, de la perturbation de la production alimentaire par les inondations et les tempêtes tropicales, des températures plus élevées et plus variables et des précipitations plus irrégulières. Cela entraînera un déclin général de la production agricole au cours des deux ou trois prochaines décennies, qui deviendra un facteur de coût important pour l'alimentation dans un avenir proche.

Les modes de consommation alimentaire actuels et les systèmes alimentaires qui les sous-tendent sont tous deux d'importants facteurs de nuisances environnementales et de changement climatique, créant un cercle vicieux. La variabilité climatique et la saisonnalité extrême et imprévisible sont exacerbées par le fait que ces coûts environnementaux et climatiques cachés ne sont pas pris en compte. Cela, à son tour, nuit à la productivité des secteurs alimentaire et agricole, ce qui, au final, accroît le coût des aliments nutritifs et des régimes alimentaires sains.

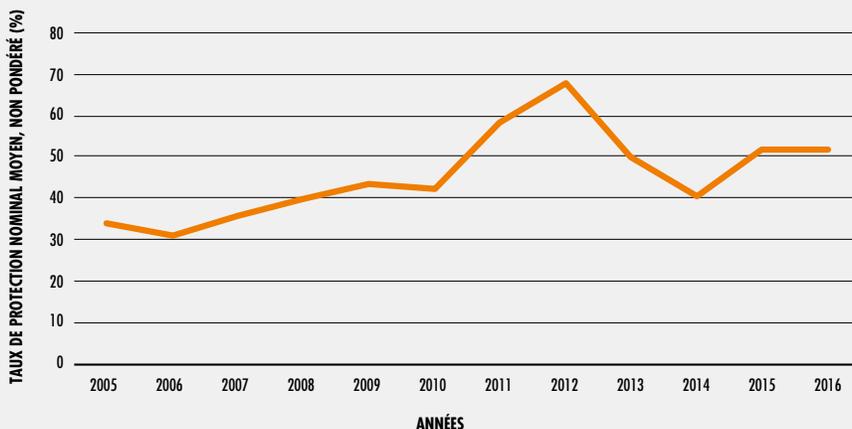
Les facteurs de coût tout au long de la filière alimentaire

Pertes et gaspillage de denrées alimentaires

Un point de départ important, pour réduire le coût des aliments nutritifs tout au long de la filière alimentaire, est de réduire, dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture, les pertes avant et après récolte en quantité et en qualité au niveau de la production. Ces pertes, en effet, réduisent la disponibilité globale de ces aliments, tout en pouvant compromettre la viabilité écologique.

Les importantes causes de pertes au niveau de la production sont notamment l'exposition à des conditions climatiques défavorables, les pratiques de récolte et de manutention, ainsi que les difficultés de commercialisation. Des conditions de stockage et des décisions inappropriées prises aux premiers stades de la filière conduisent à des produits dont la durée de conservation est plus courte. Un entreposage frigorifique approprié, en particulier, peut être essentiel pour prévenir des pertes quantitatives et

FIGURE 39 LES POLITIQUES COMMERCIALES PROTECTIONNISTES PROTÈGENT ET ENCOURAGENT LA PRODUCTION NATIONALE D'ALIMENTS DE BASE TELS QUE LE RIZ, MAIS SOUVENT AU DÉTRIMENT DES ALIMENTS NUTRITIFS DANS LES PAYS À FAIBLE REVENU



NOTES: La figure montre le taux de protection nominal (TPN) moyen appliqué pour le riz dans les pays à faible revenu (années 2005 à 2016). Le TPN applicable au riz est le rapport entre l'écart de prix (différence entre les prix observés et les prix de référence du riz à la sortie de l'exploitation) et le prix de référence du riz à la sortie de l'exploitation.

SOURCE: Ag-Incentives, 2020. Nominal Rate of Protection. Dans: *Ag Incentives* [en ligne]. Washington, DC. [Consulté le 26 avril 2020.] <http://ag-incentives.org/indicator/nominal-rate-protection>

qualitatives de denrées périssables. Pendant le transport, une bonne infrastructure physique et une logistique commerciale efficace sont essentielles pour prévenir les pertes de denrées.

Technologie et infrastructure

Les fruits et légumes et de nombreux aliments d'origine animale sont très périssables, en particulier le poisson, le lait frais, la viande et les œufs. L'absence d'infrastructures de marché appropriées et des technologies de transformation limitées entraînent des pertes de denrées alimentaires et une hausse des prix.

L'amélioration des technologies et des infrastructures de manutention, de stockage et de transformation (systèmes de stockage au froid, chaînes du froid, techniques de séchage, amélioration des emballages) offre des possibilités de réduire les pertes et de faire baisser les prix des denrées alimentaires à la consommation.

Un autre élément important de l'infrastructure de marché est la qualité et l'efficacité globales du réseau routier et de transport national, essentiel pour acheminer les produits du producteur au consommateur à un coût raisonnable.

L'investissement dans des routes rurales praticables par tout temps est particulièrement important. Cela permet de réduire le temps nécessaire pour atteindre les marchés ruraux et urbains, ce qui aide à réduire les pertes avant et après récolte, y compris pour les fruits et légumes périssables.

L'environnement alimentaire et la demande des consommateurs comme facteur de coût

La distance qui sépare les marchés alimentaires et le temps nécessaire à la préparation d'un repas sain sont parmi les principaux obstacles qui empêchent de nombreux consommateurs d'avoir accès à une alimentation saine et donc de décider de payer plus cher. Ces obstacles peuvent être considérés comme des facteurs de coût, car ceux qui tentent de les surmonter doivent accepter un coût supplémentaire en plus du coût des aliments eux-mêmes.

Le rythme rapide de l'urbanisation, combiné au changement des modes de vie et à la participation croissante des femmes aux activités économiques, entraîne des changements structurels dans le comportement et la culture alimentaire des consommateurs. À ce titre, la demande de ces derniers est également un important facteur de coût à prendre en compte. Ces changements font qu'il est plus difficile, surtout pour les femmes qui ont un emploi, de trouver le temps qu'il faut pour préparer un repas sain et, avant cela, d'acheter les ingrédients nutritifs nécessaires. Face à ces changements, le coût d'opportunité d'une alimentation saine est trop élevé en raison de la disponibilité, en restauration rapide, d'aliments bon marché, très énergétiques et de faible intérêt nutritionnel, ainsi que d'aliments

hautement transformés, faciles à préparer et déjà à moitié cuits pour réduire le temps de préparation.

L'économie politique comme facteur de coût

Les politiques alimentaires et agricoles ont le pouvoir, directement ou indirectement, d'influer sur le coût des denrées alimentaires. Elles doivent, en particulier, ménager un difficile équilibre entre des actions visant l'agriculture et d'autres secteurs, les différents objectifs gouvernementaux et politiques fiscales, l'intérêt des producteurs, des consommateurs et des intermédiaires, et même les différents sous-secteurs agricoles.

Les politiques commerciales influent sur le coût et l'accessibilité de régimes alimentaires sains en modifiant les prix relatifs entre les aliments importés et leurs concurrents. Des mesures protectionnistes telles que les droits de douane, les interdictions et quotas d'importation ainsi que les subventions aux intrants ont souvent été intégrées dans des stratégies d'autosuffisance et de substitution des importations. Dans les pays à faible revenu, cette politique a protégé et encouragé la production intérieure d'aliments à forte densité énergétique tels que le riz (figure 39) et le maïs, mais souvent au détriment d'aliments riches en vitamines et en micronutriments (fruits et légumes). ■

2.4 POLITIQUES PROPRES À RÉDUIRE LE COÛT DES ALIMENTS NUTRITIFS ET À GARANTIR L'ACCESSIBILITÉ ÉCONOMIQUE DE RÉGIMES ALIMENTAIRES SAINS

MESSAGES CLÉS

- Pour réduire le coût des aliments nutritifs et garantir à tous l'accessibilité de régimes alimentaires sains, il faut profondément transformer les systèmes alimentaires existants dans le monde, y compris en renforçant leur résistance aux chocs liés à la pandémie de covid-19.
- Compte tenu de la diversité et de la complexité des systèmes alimentaires, il faudra que les pays mettent en œuvre des politiques et des stratégies adaptées au contexte et augmentent l'investissement public et privé, de manière cohérente et en planifiant et coordonnant mieux les secteurs et les acteurs.
- Il faut, pour cela, commencer par rééquilibrer d'urgence les politiques agricoles et les mesures d'incitation en faveur d'investissements davantage axés sur la nutrition dans la production alimentaire et agricole, en particulier les fruits et légumes et les aliments d'origine végétale et animale riches en protéines (tels que les légumineuses, la volaille, le poisson et les produits laitiers).
- Il faut agir tout au long des filières alimentaires pour réduire le coût des aliments nutritifs. Cette action doit viser à améliorer l'efficacité des activités de stockage, de transformation, d'emballage, de distribution et de commercialisation, réduisant ainsi les pertes de denrées.
- Le bon fonctionnement du commerce intérieur et des mécanismes de commercialisation sont essentiels pour réduire le coût des aliments nutritifs et assurer

l'accessibilité économique de régimes alimentaires sains pour les consommateurs tant urbains que ruraux.

- Pour que l'alimentation saine soit moins coûteuse, il faut des politiques qui favorisent l'emploi et les activités rémunératrices, réduisent les inégalités de revenus et veillent à ce que personne ne soit laissé pour compte. Des programmes de protection sociale axés sur la nutrition seront particulièrement nécessaires pour aider les pauvres et les victimes de crises humanitaires, dépourvus d'un accès de base à une alimentation nutritive suffisante pour satisfaire leurs besoins.
- Il faut également mettre en place des mesures supplémentaires qui dépassent le cadre du présent rapport mais promeuvent une alimentation saine. Il pourra s'agir de promouvoir des environnements alimentaires sains, de taxer les aliments à forte densité énergétique, de réglementer l'industrie et le commerce agro-alimentaires, et de prendre des mesures à l'appui de l'éducation à la nutrition, d'une consommation alimentaire respectueuse de l'environnement et de la réduction du gaspillage de nourriture.

Préparer le terrain pour une transformation effective des systèmes alimentaires

Il reste dix ans pour atteindre les cibles ambitieuses des ODD dans le contexte économique, social et politique actuel. Il s'agit d'un environnement vulnérable aux chocs climatiques et aux conséquences inattendues de la pandémie de covid-19. Compte tenu de ce bref délai, il faut que les pays définissent et engagent, en matière de politique et d'investissement, les changements critiques qui transformeront leurs systèmes alimentaires actuels pour garantir à tous une alimentation saine, moins coûteuse et intégrant des considérations de durabilité.

FIGURE 41 OPTIONS PROPRES À RÉDUIRE LE COÛT DES ALIMENTS NUTRITIFS ET À RENDRE L'ALIMENTATION SAINNE PLUS ABORDABLE GRÂCE À DES POLITIQUES COMPLÉMENTAIRES FAVORISANT UNE ALIMENTATION SAINNE



POLITIQUES ET INVESTISSEMENTS PROPRES À RÉDUIRE LE COÛT DES ALIMENTS NUTRITIFS

- ▶ Investissement dans l'accroissement d'une productivité agricole axée sur la nutrition et dans la diversification
- ▶ Promotion de l'agriculture urbaine et périurbaine
- ▶ Non-taxation des aliments nutritifs
- ▶ Investissement dans la recherche, l'innovation et la vulgarisation
- ▶ Politiques et investissements en faveur de chaînes de valeur axées sur la nutrition
- ▶ Politiques et investissements propres à réduire les pertes de denrées alimentaires
- ▶ Politiques et investissements en faveur d'une manutention et d'une transformation axées sur la nutrition
- ▶ Enrichissement des aliments
- ▶ Investissement dans les réseaux routiers, les transports et les infrastructures liées aux marchés
- ▶ Politiques commerciales faisant la part des intérêts des producteurs et des consommateurs
- ▶ Renforcement des chaînes d'approvisionnement alimentaire dans les situations d'urgence humanitaire



POLITIQUES AXÉES SUR LES CONSOMMATEURS PROPRES À RENDRE L'ALIMENTATION SAINNE PLUS ABORDABLE

- ▶ Politiques de réduction de la pauvreté et de l'inégalité des revenus
- ▶ Renforcement des mécanismes de protection sociale axés sur la nutrition, notamment:
 - programmes de transfert d'argent
 - transferts en nature/distribution de denrées alimentaires
 - programmes d'alimentation scolaire
- ▶ Subvention des aliments nutritifs

ALIMENTATION SAINNE ET ABORDABLE POUR TOUS



POLITIQUES COMPLÉMENTAIRES QUI FAVORISENT UNE ALIMENTATION SAINNE

- ▶ Promotion d'environnements alimentaires sains
- ▶ Taxation des aliments et boissons à forte densité énergétique et à faible valeur nutritionnelle
- ▶ Réglementation de l'industrie alimentaire
- ▶ Réglementation de la mise sur le marché des produits alimentaires
- ▶ Promotion de l'allaitement maternel, réglementation de la mise sur le marché de substituts du lait maternel, garantie d'accès des nourrissons à des aliments nutritifs
- ▶ Politiques d'appui à l'éducation à la nutrition
- ▶ Politiques de promotion d'une consommation alimentaire durable et de réduction du gaspillage de nourriture

Options propres à réduire les coûts et à rendre plus abordable une alimentation saine

La **figure 41** résume les options et les investissements à envisager pour transformer les systèmes alimentaires dans le monde en vue d'une plus grande accessibilité économique des régimes alimentaires sains et conformément aux diverses recommandations formulées ci-dessous.

Politiques et investissements propres à réduire le coût des aliments nutritifs

Pour réduire le coût des aliments nutritifs et accroître l'accessibilité des régimes alimentaires sains, il faut commencer par réorienter les priorités agricoles vers une production alimentaire et agricole davantage axée sur la nutrition. Il faudra accroître les dépenses publiques pour améliorer la productivité, encourager la diversification de la production alimentaire et veiller à ce qu'on dispose d'aliments nutritifs en abondance.

Il faut éviter les politiques qui pénalisent la production alimentaire et agricole (par la fiscalité directe ou indirecte), car elles ont tendance à nuire à la production d'aliments nutritifs. Il faudrait également revoir les niveaux de subvention de l'alimentation et de l'agriculture, en particulier dans les pays à faible revenu, afin d'éviter de taxer les aliments nutritifs.

Il faudrait promouvoir l'investissement dans les infrastructures d'irrigation en visant spécifiquement le renforcement des capacités de production de légumes en toutes saisons et d'autres produits de base à haute valeur ajoutée afin d'accroître la disponibilité d'aliments nutritifs. Il faudrait également investir davantage dans la recherche-développement afin d'accroître la productivité des aliments

nutritifs et d'aider à réduire leur coût tout en améliorant l'accès, en particulier des petits exploitants, à des technologies améliorées aptes à maintenir des niveaux de rentabilité appropriés.

Options envisageables aux différents stades de la chaîne de valeur alimentaire

Il est nécessaire de mettre en place des politiques plus fortes en faveur de chaînes de valeur davantage axées sur la nutrition. Il faut principalement investir dans l'amélioration du stockage, de la transformation et de la conservation afin de conserver la valeur nutritionnelle des produits alimentaires plutôt qu'investir dans des aliments hautement transformés. En améliorant le réseau routier national et les infrastructures de transport et de marché, on peut grandement aider à rendre l'alimentation saine moins coûteuse. Outre le stockage, il faut disposer, pour accroître l'efficacité tout au long de la chaîne de valeur des aliments nutritifs, d'installations de manipulation et de transformation appropriées.

Les politiques et les investissements menés pour réduire les pertes de denrées périssables plus nutritives telles que les fruits et légumes, les produits laitiers, le poisson et la viande peuvent accroître leur accessibilité économique de deux manières. Premièrement, en se concentrant sur les premiers stades (production) de la filière, ce qui tend à stimuler l'offre et donc à réduire le prix des denrées à la sortie de l'exploitation. Deuxièmement, en ciblant les parties de la filière où les pertes sont les plus importantes, ce qui aidera probablement davantage à réduire le coût du produit ciblé.

Des politiques axées sur les consommateurs pour garantir l'accessibilité économique des régimes alimentaires sains

Il est également essentiel, si l'on veut accroître les revenus et donc l'accessibilité économique d'une alimentation saine, d'engager des politiques qui réduisent la pauvreté et les inégalités de revenus tout en renforçant l'emploi et les activités rémunératrices. Il existe entre les politiques destinées à améliorer l'emploi et à réduire les inégalités de revenus pour accroître la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition, y compris la protection sociale, d'importantes synergies qui ont été examinées en profondeur dans l'édition 2019 du présent rapport.

Il faut mettre en place des politiques de protection sociale axées sur la nutrition pour offrir aux consommateurs à faibles revenus un meilleur accès à des aliments nutritifs et leur permettre ainsi d'avoir une alimentation saine à un prix plus abordable. Ces politiques peuvent être particulièrement utiles face à l'adversité, comme nous le constatons aujourd'hui avec la pandémie de covid-19. Il importe de renforcer ces mécanismes pour s'assurer qu'ils peuvent soutenir une supplémentation en micronutriments là où c'est nécessaire, et de créer des environnements alimentaires sains en incitant les consommateurs à diversifier leur régime pour réduire leur dépendance aux féculents de base, réduire leur consommation d'aliments riches en matières grasses, en sucres et/ou en sel, et inclure des aliments plus diversifiés et plus nutritifs.

Des politiques complémentaires qui favorisent une alimentation saine

Pour créer des habitudes alimentaires saines, il faut transformer en profondeur et à tous les niveaux les systèmes qui les sous-tendent, sachant que bien qu'il y ait des chevauchements, ces changements vont au-delà des politiques et des investissements explicitement conçus et mis en œuvre pour réduire le coût et accroître l'accessibilité économique des régimes alimentaires sains. Autrement dit, d'autres conditions doivent également être remplies, ce qui nécessite toute une série d'autres politiques plus explicitement conçues pour sensibiliser et inciter à adopter une alimentation saine avec, éventuellement, d'importantes synergies propres à renforcer la viabilité écologique.

Il s'agit, par exemple, de promouvoir des environnements sains et sûrs qui permettent d'accéder physiquement à des aliments nutritifs pour une alimentation saine; de mettre en œuvre des politiques fiscales qui accroissent le prix des aliments hautement transformés, à forte densité énergétique et à valeur nutritionnelle minimale; de réglementer l'industrie alimentaire pour garantir un accès plus facile et moins coûteux à une alimentation saine en réduisant la teneur en matières grasses, en sucres et en sel des aliments; de réglementer la commercialisation d'aliments à forte densité énergétique et à valeur nutritionnelle minimale tout en réduisant l'exposition des enfants aux techniques de promotion des ventes; de garantir l'accès à des aliments nutritifs pour les nourrissons et de créer des conditions qui permettent aux ménages de les leur fournir; et d'engager des politiques qui soutiennent l'éducation nutritionnelle et promeuvent des régimes alimentaires sains intégrant des considérations de durabilité. ■



2020 L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE

TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES POUR UNE ALIMENTATION SAIN ET ABORDABLE

Les mises à jour effectuées pour de nombreux pays ont permis cette année d'estimer la faim dans le monde avec une plus grande précision. En particulier, les nouvelles données dont on dispose ont permis de revoir toutes les estimations de la sous-alimentation faites pour la Chine depuis 2000, ce qui a entraîné une importante révision à la baisse du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Néanmoins, cette révision confirme la tendance signalée dans les éditions précédentes, à savoir que le nombre de personnes touchées par la faim dans le monde est en lente augmentation depuis 2014. Le rapport montre également que le fardeau de la malnutrition sous toutes ses formes reste un défi. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne le retard de croissance des enfants, l'insuffisance pondérale à la naissance et l'allaitement exclusif au sein, mais à un rythme encore trop lent. Le surpoids chez les enfants ne s'améliore pas et l'obésité chez les adultes est en hausse dans toutes les régions.

Le rapport complète l'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition par des projections de ce à quoi le monde pourrait ressembler en 2030 si les tendances constatées ces dix dernières années se maintiennent. Ces projections montrent que le monde n'est pas en voie d'atteindre l'objectif «Faim zéro» d'ici à 2030 et, malgré certains progrès, la plupart des indicateurs ne se rapprochent pas non plus des cibles mondiales fixées en matière de nutrition. La situation des groupes les plus vulnérables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition risque de se détériorer davantage en raison des conséquences sanitaires et socioéconomiques de la pandémie de covid-19.

Le rapport met l'accent sur la qualité de l'alimentation en tant que chaînon essentiel reliant la sécurité alimentaire et la nutrition. Les cibles de l'ODD 2 ne pourront être atteintes que si les gens ont suffisamment à manger et si ce qu'ils mangent est nutritif et à la portée de leur bourse. Le rapport présente également une nouvelle analyse du coût et de l'accessibilité économique des régimes alimentaires sains, pour l'ensemble du monde, par région et dans différents contextes de développement. Il présente des évaluations des coûts liés à la santé et au changement climatique qu'induisent les modes de consommation alimentaire actuels, ainsi que les économies qui pourraient être réalisées si ces modes de consommation évoluaient vers des régimes sains intégrant des considérations de durabilité. Le rapport se conclut par un examen des politiques et des stratégies qui pourraient être mises en œuvre pour transformer les systèmes alimentaires afin de garantir une alimentation qui soit bonne pour la santé et plus abordable dans le cadre de l'action à mener pour éliminer à la fois la faim et toutes les formes de malnutrition.



L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020 (texte intégral – à paraître en novembre 2020)



Certains droits réservés. Ce travail est mis à la disposition du public sous la Licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO.



©FAO, 2020
CA9699FR/1/07.20